

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/205602]

22 AOUT 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution de l'article 3bis du décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques, l'article 3bis, inséré par le décret du 20 décembre 2018;

Vu le décret du 20 décembre 2018 modifiant le décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques, l'article 2;

Vu le rapport du 13 mai 2019 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 15 juillet 2017;

Vu l'accord du Ministre du Budget,

Vu l'avis 66.300/4 du Conseil d'Etat, donné le 1^{er} juillet 2019, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre des Travaux publics;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions générales

Section 1^{re}. — Définitions et champ d'application

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° le décret du 19 mars 2009 : le décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques;

2° le Ministre : le Ministre qui a les travaux publics dans ses attributions;

3° l'Administration : les services du Service public de Wallonie Mobilité et Infrastructures;

4° l'assistant : l'entreprise d'assurance ou le club automobile spécialisée dans l'assistance et le rapatriement des usagers et leurs véhicules;

5° la Police de la Route : la Direction de la Police de la Route de la Direction générale de la police administrative de la police fédérale;

6° la SOFICO : la Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures;

7° le CIC : le Centre d'information et de communication de la Police fédérale;

8° le centre PEREX : la permanence d'exploitation du réseau autoroutier et routier wallon.

Art. 2. Le système d'assistance visé à l'article 3bis du décret du 19 mars 2009 concerne les routes et autoroutes reprises dans la liste figurant dans l'annexe 1^{re}.

Les entreprises de dépannage et leur personnel intervenant sur le terrain ne disposant pas de l'agrément SIABIS+ valide ne peuvent pas intervenir sur ce réseau.

Section 2. — Plateforme SIABIS+

Art. 3. Les interventions relatives au dépannage des véhicules d'une masse maximale autorisée de moins de 3,5 tonnes et d'enlèvement d'objets entravant la circulation sont exécutées uniquement via la plateforme unique SIABIS+.

Cette plateforme est un outil informatique mis à disposition des autorités par les assistants. Elle permet l'organisation d'interventions rapides sur le réseau par la désignation d'un assistant qui confie la mission de dépannage à une entreprise de dépannage disposant de l'agrément SIABIS+ proche des lieux de l'intervention.

Cette plateforme est un service ouvert, en ce sens que tout assistant peut y demander son adhésion pour autant qu'il assure une assistance aux usagers et leurs véhicules sur l'ensemble du réseau routier visé à l'article 2.

Section 3. — Délais d'arrivée sur le lieu d'intervention

Art. 4. Le point de départ de la mission se fait au moment de l'appel d'un opérateur du CIC ou du centre PEREX auprès de l'assistant.

L'entreprise de dépannage contactée par l'assistant indique immédiatement sa disponibilité ou son indisponibilité.

L'assistant mandate une entreprise de dépannage disponible et proche du lieu d'intervention qui se rend sur place pour effectuer la mission définie.

Sauf circonstances exceptionnelles à motiver, le délai maximal pour que le premier véhicule d'intervention arrive sur le lieu de l'intervention est de 25 minutes à compter de la réception de l'appel téléphonique du CIC ou du centre PEREX par l'assistant. Dans le cas où un second véhicule d'intervention est requis, l'arrivée de ce second véhicule d'intervention n'excède pas 40 minutes à compter de la réception de l'appel téléphonique du CIC ou du centre PEREX par l'assistant.

Ces délais ne sont pas d'application pour l'évacuation des véhicules qui sont situés dans des aires de repos et de stationnement.

L'entreprise de dépannage informe le centre PEREX de son arrivée sur les lieux de l'intervention et de son départ dès la fin de l'intervention, selon les modalités déterminées par le Ministre ou son délégué.

Section 4. — Types de missions

Art. 5. Lorsque le véhicule en panne est identifié par le système SIABIS+, l'entreprise de dépannage exécute la mission de dépannage conformément aux conventions en vigueur avec les assistants.

Dans les autres cas, l'entreprise de dépannage prend en charge les occupants du véhicule dont elle assure l'enlèvement ainsi que leurs bagages. Le véhicule est conduit avec l'accord du dépanné :

1° au dépôt de l'entreprise de dépannage;

2° au pied de la sortie suivante de l'autoroute ou de la voie assimilée dans un endroit sécurisé qui respecte les prescriptions du Code de la route;

3° dans un endroit sécurisé le plus proche qui respecte les prescriptions du Code de la route;

4° à un autre endroit demandé par le dépanné contre supplément.

L'entreprise de dépannage assure le nettoyage de la chaussée y compris en cas de perte d'huile ou d'autres liquides. Lorsque l'équipement est insuffisant, elle prévient immédiatement le centre PEREX.

Pour ce type d'intervention, un véhicule de balisage peut être demandé par la Police de la Route présente sur place afin de sécuriser la zone d'intervention.

L'entreprise de dépannage met à disposition des usagers des sanitaires avec des toilettes et un lavabo dans un état propre.

L'entreprise de dépannage est accessible pour les clients et les services de police, notamment pour procéder à la restitution des véhicules et objets, durant les heures normales de bureau.

Art. 6. Lorsque le véhicule accidenté est identifié par le système SIABIS+, l'entreprise de dépannage exécute la mission de dépannage conformément aux conventions en vigueur avec les assistants.

Dans les autres cas, le véhicule est conduit au dépôt de l'entreprise de dépannage.

L'entreprise de dépannage évacue les débris et accessoires tombés du véhicule.

L'entreprise de dépannage assure le nettoyage de la chaussée y compris en cas de perte d'huile ou d'autres liquides. Lorsque l'équipement est insuffisant, elle prévient immédiatement le centre PEREX.

Pour ce type d'intervention, un véhicule de balisage est systématiquement demandé afin de sécuriser la zone d'intervention sauf avis contraire de la Police de la Route présente sur place.

L'entreprise de dépannage prend en charge les occupants indemnes du véhicule dont elle assure l'enlèvement. Ils sont conduits avec leur accord :

1° au dépôt de l'entreprise de dépannage;

2° au pied de la sortie suivante de l'autoroute ou de la voie assimilée dans un endroit sécurisé qui respecte les prescriptions du Code de la route;

3° dans un endroit sécurisé le plus proche qui respecte les prescriptions du Code de la route;

4° à un autre endroit demandé par le dépanné contre supplément.

L'entreprise de dépannage met à disposition des usagers des sanitaires avec des toilettes et un lavabo dans un état propre.

L'entreprise de dépannage est accessible pour les clients et les services de police, notamment pour procéder à la restitution des véhicules et objets, durant les heures normales de bureau.

Art. 7. Le ramassage d'objets consiste en l'évacuation des pertes de chargement ou d'objets sur la chaussée dont le volume n'excède pas 1 m³. Cela ne concerne pas l'évacuation des cadavres d'animaux.

Si l'objet est trop grand ou trop lourd pour être transporté ou lorsque l'équipement est insuffisant, l'entreprise de dépannage prévient immédiatement le centre PEREX et effectue son rôle de signalisation.

Pour ce type d'intervention, un véhicule de balisage peut être demandé par la Police de la Route présente sur place afin de sécuriser la zone d'intervention

L'entreprise de dépannage assure le nettoyage de la chaussée.

L'entreprise de dépannage dépose les objets ramassés au pied de la bretelle suivante. Ce dépôt se fait de telle sorte que les objets soient sécurisés et ne risquent pas de se retrouver à nouveau sur la voirie.

Une fois les objets déposés, l'entreprise de dépannage en informe le centre PEREX en vue de l'évacuation des objets par le gestionnaire de voirie.

Art. 8. Le balisage correspond à la présence sur place d'un véhicule de balisage sollicité en supplément ou indépendamment de la dépanneuse ou en cas d'urgence opérationnelle.

L'entreprise de dépannage mandatée dépêche le véhicule de balisage sur place endéans les 25 minutes. Selon les dispositions à l'article 4, le véhicule de balisage est normalement le premier véhicule arrivant sur le lieu de l'intervention.

Le véhicule de balisage quitte les lieux uniquement lorsque les missions de balisage, de dépannage, d'évacuation des véhicules accidentés et d'évacuation d'objets sont terminées.

Lorsque la Police de la Route est présente sur place, ce départ se fait uniquement avec l'accord de cette dernière.

La Police de la Route peut invoquer l'urgence opérationnelle lorsque la situation répond aux critères suivants :

1° l'évènement fait l'objet d'au moins un signallement sérieux avec éléments de danger pertinents pour les personnes et pour lequel aucune plaque d'immatriculation d'un véhicule impliqué ne peut être communiquée au moment de l'appel;

2° l'évènement entraîne soit l'entrave d'une ou plusieurs bandes de circulation, la bande d'arrêt d'urgence n'étant pas comprise, par un ou plusieurs véhicules immobilisés, soit la présence de véhicules immobilisés en contresens de la chaussée, la bande d'arrêt d'urgence étant comprise;

3° aucune équipe de la Police de la Route ne peut intervenir sur place endéans les 25 minutes à comptabiliser dès l'attribution d'une mission relative à cet évènement par le CIC à une équipe de la Police de la Route.

La mission est alors confiée selon les modalités d'un véhicule non identifié par le système SIABIS+.

Art. 9. Les véhicules abandonnés ne faisant pas l'objet d'une réquisition judiciaire sont évacués vers le dépôt de la commune où le bien a été trouvé conformément à la loi du 30 décembre 1975 concernant les biens trouvés en dehors des propriétés privées ou mis sur la voie publique en exécution de jugements d'expulsion.

Après contrôle sur place de la Police de la Route, le CIC ou l'Administration demande l'évacuation du véhicule abandonné via la plateforme SIABIS+, avant 10 h, du lundi au vendredi sauf jours fériés, en précisant le lieu de dépôt. L'entreprise de dépannage désignée s'organise pour évacuer le véhicule et l'amener le même jour au dépôt communal durant les heures d'ouverture de celui-ci.

Si la situation du véhicule abandonné est considérée comme dangereuse, la Police de la Route peut demander l'évacuation du véhicule selon la même procédure que celle appliquée aux véhicules en panne ou accidentés.

Si le dépôt communal est fermé, le véhicule est alors ramené vers le dépôt de l'entreprise de dépannage afin d'y être stocké et réacheminé le premier jour ouvrable suivant auprès du dépôt communal. Dans ce cas, la seconde opération est également tarifée.

Section 5. — Engagements

Art. 10. Les assistants et les entreprises de dépannage rencontrent les exigences reprises à l'annexe 2. Cette annexe est publiée sur le site internet de l'Administration.

Les entreprises de dépannage appliquent les principes et modalités d'intervention légales et enseignées lors des séances d'informations visées à l'article 13, alinéa 4, et à l'article 14, § 3.

Section 6. — Facturation

Art. 11. Les assistants et les entreprises de dépannage appliquent les tarifs, hors taxe sur la valeur ajoutée, définis à l'annexe 3 en cas de véhicule en panne ou accidenté non couvert par une assistance, de véhicule abandonné, de balisage et d'enlèvement d'objets sur le réseau routier visé à l'article 2.

La facture des frais de dépannage est adressée au conducteur du véhicule en panne ou accidenté. Les frais de balisage sont répartis proportionnellement entre les conducteurs de tous les véhicules impliqués.

Les factures relatives aux véhicules abandonnés et aux enlèvements d'objets sont adressées à la SOFICO.

Tous les deux ans à partir du 1^{er} janvier 2021, le Ministre fixe les montants de la grille tarifaire en fonction de l'évolution du coût des carburants, de la main d'oeuvre, des assurances et des véhicules.

Le Ministre ou son délégué détermine les modalités de facturation y compris les rapports d'intervention et les informations complémentaires nécessaires à la traçabilité et à la vérification de la bonne exécution de l'intervention.

Section 7. — Comité de suivi

Art. 12. Le comité de suivi est chargé de la coordination et du suivi des activités ainsi que l'examen des manquements et infractions constatés.

Le comité de suivi se compose d'un représentant de chaque entité citée ci-dessous :

1° un représentant par assistant;

2° un représentant de l'Union professionnelle des entreprises d'assurances ASSURALIA;

3° un représentant de la Fédération du secteur automobile et des secteurs connexes TRAXIO;

4° un représentant de la Police de la Route;

5° un représentant de la SOFICO;

6° un représentant de l'Administration.

Le représentant de chaque entité est désigné par le Ministre sur proposition de l'entité.

Ce comité se réunit une fois par trimestre ou à la demande d'un de ces membres. Les décisions, y compris les propositions de sanctions, sont prises à la majorité des voix des membres présents. Le secrétariat de ce comité est assuré par l'Administration.

Le comité de suivi établit son règlement d'ordre intérieur.

CHAPITRE II. — Agrément SIABIS+

Art. 13. Le Ministre délivre un agrément SIABIS+ aux entreprises de dépannage qui interviennent sur le réseau routier visé à l'article 2.

Pour être agréée SIABIS+, l'entreprise de dépannage respecte les obligations en matière sociale et fiscale et les obligations de couverture par une police d'assurance en responsabilité civile liée à l'exploitation du dépannage et remorquage, de signalisation, de transport d'objets, d'exploitation d'un gardiennage de véhicules, du transport des occupants de véhicules dépannés ainsi que pour couvrir les accidents de travail du personnel intervenant.

L'entreprise justifie des moyens qu'elle peut mettre en œuvre conformément à l'article 10, alinéa 1^{er}, et justifie de la compétence professionnelle nécessaire.

Le personnel intervenant sur le terrain dispose en tout temps de son attestation d'information personnelle délivrée par un organisme désigné par l'Administration. Cette attestation est à présenter à la demande de tout agent de la Police de la Route.

Art. 14. § 1^{er}. L'entreprise de dépannage introduit sa demande d'agrément SIABIS+ auprès de l'Administration, par envoi recommandé.

La demande d'agrément comporte les indications suivantes :

- 1° les dénominations et coordonnées du demandeur;
- 2° s'il s'agit d'une personne morale, son identification précise, son statut et l'adresse du greffe du Tribunal de l'Entreprise où est établi son dossier;
- 3° les titres, qualifications et références du demandeur et du personnel lié au demandeur par un contrat d'emploi ainsi que de ses éventuels sous-traitants;
- 4° les moyens techniques dont dispose le demandeur ainsi que les attestations de conformité de ces moyens;
- 5° l'assistant pour lequel il est désigné à assurer des prestations de dépannage sur le réseau routier visé à l'article 2.

§ 2. Dans un délai de vingt jours, à dater du jour de la réception de la demande en application du paragraphe 1^{er}, l'Administration notifie au demandeur, soit :

- 1° la recevabilité et le caractère complet de sa demande;
- 2° l'irrecevabilité de la demande d'agrément, lorsque celle-ci est incomplète ou non-conforme.

Dans le cas visé à l'alinéa 1^{er}, 2°, l'envoi indique les renseignements et documents manquants à la demande pour être complète et conforme. Le demandeur dispose d'un délai de vingt jours à dater de la réception de l'envoi indiquant les renseignements et documents manquants pour fournir à l'Administration les renseignements complémentaires.

Les délais sont suspendus durant les périodes du 16 juillet au 15 août et du 24 décembre au 2 janvier.

§ 3. Dans un délai de nonante jours suivant l'envoi de la notification de la recevabilité de la demande, l'Administration convoque le demandeur et son personnel intervenant sur le terrain à l'information organisée par un organisme désigné par l'Administration. Ce délai est suspendu durant les périodes du 16 juillet au 15 août et du 24 décembre au 2 janvier.

Une attestation individuelle est remise par cet organisme désigné par l'Administration à chaque personne ayant participé à la séance d'information.

Lors de la séance d'information ou à tout autre moment, cet organisme désigné par l'Administration procède à la vérification du matériel et à sa conformité avec l'annexe 2.

§ 4. Dans un délai de cent vingt jours à compter de l'envoi de la notification de la recevabilité de la demande, le Ministre notifie sa décision d'octroi ou non de l'agrément SIABIS+ au demandeur. Ce délai est suspendu durant les périodes du 16 juillet au 15 août et du 24 décembre au 2 janvier.

La liste des agréments SIABIS+ est publiée sur le site internet de l'Administration.

Art. 15. En cas de modification d'un des éléments repris dans la demande d'agrément, le titulaire de l'agrément en avise, sans délai, l'Administration.

Art. 16. L'agrément est incessible, il peut être modifié, retiré ou suspendu dans les cas suivants :

- 1° s'il y a lieu, en cas de modification d'un des éléments précisés dans la demande d'agrément;
- 2° lorsque les critères d'agrément ne sont plus remplis;
- 3° lorsque la qualité des interventions du titulaire de l'agrément n'est pas satisfaisante et a fait l'objet d'un constat dûment dressé par les agents de l'Administration ou de la Police de la Route.

CHAPITRE III. — *Manquements, infractions, plaintes et sanctions*

Art. 17. § 1^{er}. Tous les manquements et les infractions font l'objet d'une sanction progressive allant de l'avertissement à une suspension temporaire ou définitive ainsi que d'une amende en application de l'article 5, § 1^{er}, 2°, du décret du 19 mars 2009.

Le cumul des manquements, infractions et des sanctions est possible.

Les sanctions s'établissent comme suit :

Manquements et Infractions	Sanctions
Non-respect du matériel requis	1° un avertissement donné à l'entreprise de dépannage par le Ministre ou son délégué avec remise en ordre dans la semaine; 2° une suspension de 3 mois de l'entreprise de dépannage par le Ministre ou son délégué si une même infraction est constatée dans un délai de 6 mois; 3° une suspension définitive de l'entreprise de dépannage par le Ministre ou son délégué en cas de récidive.
Infraction pénale	Outre le fait que la Police de la Route rédige un procès-verbal pour l'infraction dont question : 1° un avertissement donné à l'entreprise de dépannage par le Ministre ou son délégué; 2° une suspension de 3 mois de l'entreprise de dépannage par le Ministre ou son délégué si une même infraction est constatée dans un délai de 6 mois; 3° une suspension définitive de l'entreprise de dépannage par le Ministre ou son délégué en cas de récidive.

Manquements et Infractions	Sanctions
Grille tarifaire non respectée	1° le remboursement immédiat du client par l'entreprise de dépannage et un avertissement donné à l'entreprise de dépannage par le Ministre ou son délégué; 2° le remboursement immédiat du client et une suspension de 3 mois de l'entreprise de dépannage par le Ministre ou son délégué si une même infraction est constatée dans un délai de 6 mois; 3° le remboursement immédiat du client et une suspension définitive l'entreprise de dépannage par le Ministre ou son délégué en cas de récidive.
Non-respect des autres dispositions du présent arrêté et des modalités déterminées par le Ministre ou son délégué	1° un avertissement donné à l'entreprise de dépannage par le Ministre ou son délégué; 2° une amende ou une suspension de 3 mois de l'entreprise de dépannage par le Ministre ou son délégué si une même infraction est constatée dans un délai de 6 mois; 3° une suspension définitive de l'entreprise de dépannage par le Ministre ou son délégué en cas de récidive.
Actions d'un dépanneur non agréé SIABIS+ sur le réseau concerné	Exclusion de l'entreprise de dépannage du réseau routier visé à l'article 2 et une amende de 1.500 euros pour l'entreprise de dépannage concernée.

§ 2. Le Ministre, son délégué ou le policier domanial, sur base de rapport du comité de suivi visé à l'article 12, s'il envisage d'appliquer une sanction, notifie à la personne physique concernée par l'intermédiaire de l'entreprise de dépannage qui l'emploie, ou à l'entreprise de dépannage concernée, un avis accompagné le cas échéant d'une copie du rapport du comité de suivi, mentionnant :

- 1° les faits pour lesquels il envisage d'infliger une sanction;
- 2° un extrait des dispositions transgressées;
- 3° la sanction qu'il envisage d'infliger;
- 4° le fait que la personne physique concernée ou l'entreprise de dépannage concernée a le droit de :
 - a) faire valoir par écrit ses moyens de défense par envoi recommandé, dans les quinze jours de la date de réception de l'avis;
 - b) demander à présenter oralement ses moyens de défense par envoi recommandé dans le même délai;
 - c) se faire représenter ou assister par un conseil;
 - d) consulter son dossier.

Si la personne physique ou l'entreprise de dépannage concernée demande à présenter oralement ses moyens de défense, l'Administration lui notifie, le lieu, jour et heure où elle sera entendue. Cette audition a lieu quinze jours au plus tôt à partir de la date de réception de la notification.

Il est établi un procès-verbal de l'audition par le fonctionnaire visé à l'article 9, § 1^{er}, du décret du 19 mars 2009. Le procès-verbal mentionne les éventuels désaccords.

A l'échéance du délai de vingt jours, après la date fixée pour l'audition, tenant compte, s'il y en a eu, des moyens de défense présentés par écrit ou exposés oralement, le Ministre ou son délégué décide, soit :

- 1° d'infliger la sanction initialement envisagée;
- 2° d'infliger une sanction diminuée;
- 3° de ne pas infliger de sanction.

La décision du Ministre ou de son délégué est notifiée à la personne physique ou l'entreprise de dépannage concernée par envoi recommandé.

Art. 18. En cas de problème rencontré dans le cadre de l'exécution du présent arrêté, tout usager peut introduire, par envoi recommandé, une plainte auprès de l'Administration.

Pour être jugée recevable, la plainte énonce les circonstances de l'intervention et les motifs d'insatisfaction.

L'Administration dispose d'un délai de soixante jours à compter de la réception de la plainte, pour communiquer sa décision au plaignant.

Ce délai est suspendu durant les périodes du 16 juillet au 15 août et du 24 décembre au 2 janvier.

L'Administration traite les plaintes des usagers en tenant compte des informations de la SOFICO, de la Police de la Route, des assistants et des entreprises de dépannage concernés.

CHAPITRE IV. — Dispositions finales

Art. 19. Le décret du 20 décembre 2018 modifiant le décret du 19 mars 2019 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques entre en vigueur le même jour que le présent arrêté.

Art. 20. Le Ministre qui a les travaux publics dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 22 août 2019.

Pour le Gouvernement :
Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, des Zonings et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

Annexe 1^{re}. Liste des voiries constituant le réseau SIABIS+

- A3 entre Hélécinne et Lichtenbusch (frontière allemande), de la BK 44,2 à 134,5;
- A4 entre Rosières et Sterpenich (frontière luxembourgeoise), de la BK 13,5 à 187,8;
- A7 entre le R0 à Haut-Ittre et Hensies (frontière française), de la BK 17,6 à 78,2;
- A8 entre Rebecq et Lamain (frontière française), de la BK 7,7 à 76,7;
- A13 entre Boirs et Vottem, limite d'agglomération, de la BK 100,2 à 111,4;
- A15 entre Liège et Le Roeulx, de la BK 0 à 102,4;
- A16 entre Hautrage et Tournai, de la BK 0 à 35,9;
- A17 entre Marquain et Mouscron, de la BK 0 à 17,5;
- A25 entre Visé et Liège, de la BK 0 à 15,5;
- A26 entre Liège et Neufchâteau, de la BK 0 à 102,5;
- A27 entre Battice et Steinebrück (frontière allemande), de la BK 0 à 61,4;
- A28 entre la RN81 et Aubange (frontière française), de la BK 11,6 à 14,7;
- A54 entre Petit-Roeulx et Charleroi, de la BK 0 à 23,2;
- A501 entre la A7 et la A15, de la BK 0 à 5,6;
- A503 entre le R9 et le R3, de la BK 0 à 3,5;
- A601 entre la A13 et la A3, de la BK 0 à 4,7;
- A602 entre la A3 et la A26, de la BK 0 à 13,3;
- A604 entre Bierset et Seraing, de la BK 0,3 à 5,1;
- B501 à Mons, de la BK 0 à 2;
- B601 à Spa, de la BK 0,1 à 1,8;
- B602 à Tilff, de la BK 0,1 à 1,7;
- R0 entre Haut-Ittre et Waterloo, de la BK 0 à 12,4;
- R0 entre Tubize et Haut-Ittre, de la BK 71,4 à 75,7;
- R3 de la BK 0 à 32,7;
- R5 Est à Mons, de la BK 0 à 3,6;
- R5a Ouest à Mons, de la BK 0 à 10,7;
- R9 à Charleroi, de la BK 0 à 5,2;
- RN4 entre Gembloux et Arlon, de la BK 33,5 à 55,1 et de la BK 65,1 à 178, en sont exclues l'agglomération de Namur et les traversées de Tenneville, de la BK 122,9 à 126,2, de Martelange, de la BK 159,9 à 164,8, et d'Arlon, de la BK 178 à la frontière luxembourgeoise;
- RN5 entre Les-Bons-Villers et l'agglomération de Couvin, de la BK 59,4 à 92,7;
- RN25 entre Grez-Doiceau, rond-point Comte d'Ursel exclu, et Nivelles, rond-point RN25 - RN93 - R24 exclu, de la BK 17,2 à 45,25, y compris les accès mais en sont exclus les ronds-points RN25 - RN4 à Wavre et à Mont-Saint-Guibert et l'échangeur RN25 - RN238;
- RN25a entre la A4, échangeur inclus, et le rond-point RN4 - RN25a exclu, de la BK 0 à 1,1;
- RN52 à Antoing, de la BK 2 à 5,2;
- RN54 entre le R3, échangeur inclus, et le carrefour RN54 - RN59 exclu, de la BK 0 à 5,1;
- RN55 entre la A7, échangeur inclus, et le carrefour RN55 - RN27 exclu, de la BK 22,7 à 29,8;
- RN59 de la BK 0 à 18,7;
- RN60 de la BK 43,5 à 51,3;
- RN81 entre la A4 et Aubange (frontière française), de la BK 2,6 à 11,7;
- RN89 entre la A4 et la Barrière de Champlon, de la BK 30 à 57,4;
- RN90 entre le R3, échangeur inclus, et le rond-point Monceau exclu, de la BK 29,1 à 31,5;
- RN90 entre le R9, échangeur inclus, et le carrefour RN922 - RN90 exclu, de la BK 35,2 à 61,7;
- RN97 entre Onhaye, carrefour RN97 - RN936 exclu, et Ciney, rond-point RN97 - RN949 exclu, de la BK 22 à 43;
- RN98 entre Fosses-la-Ville, carrefour RN98 - RN922 exclu, et Ligny, rond-point RN98 - RN29 exclu, de la BK 0 à 15,6;
- RN552 de la BK 7,5 à 10,5;
- RN568 de la BK 4,3 à la BK 10,3.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 août 2019 portant exécution de l'article 3bis du décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques. Namur, le 22 août 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, des Zonings et du Bien-être animal,

C. DI ANTONIO

Annexe 2. Conditions requises

L'entreprise de dépannage respecte les règles et est en ordre au niveau de ses obligations fiscales.

Elle est couverte par les assurances suivantes :

- 1° R.C. pour l'exploitation du dépannage et remorquage;
- 2° R.C. pour la signalisation et ramassage d'objets;
- 3° R.C. pour les objets confiés lors du dépannage et remorquage;
- 4° Accident du travail pour le personnel d'intervention;

5° R.C. pour l'exploitation d'un gardiennage de véhicules;

6° transport des occupants de véhicules dépannés à l'intérieur de la dépanneuse ou de tout autre véhicule de l'entreprise lors de l'exécution du travail.

Elle dispose d'un nombre suffisant de collaborateurs lui permettant d'intervenir efficacement dans le dépannage.

Elle engage les moyens et le nombre de collaborateurs en adéquation avec les besoins de l'intervention. Les collaborateurs ont la compétence professionnelle nécessaire et sont régulièrement inscrits selon les exigences légales en la matière.

Pour intervenir sur le réseau concerné, le personnel de l'entreprise de dépannage porte les vêtements de sécurité qui répondent aux prescriptions légales. Sans préjudice de la législation en la matière, cette tenue est constituée au minimum d'un pantalon et d'une veste munis chacun d'éléments rétroréfléchissants.

En outre, le personnel intervenant sur le terrain dispose d'une attestation d'information personnelle délivrée par l'organisme désigné par l'Administration. Cette attestation est à présenter à la demande de tout agent de la Police de la Route.

Pour intervenir dans la liaison E40-E25 à Liège, le personnel de l'entreprise de dépannage doit préalablement participer à une visite de l'ouvrage et le connaître de façon approfondie (caractéristiques, gabarits, longueurs, itinéraires d'accès, niches de secours,...). Au terme de cette visite, une attestation sera délivrée à l'entreprise de dépannage par le Service public de Wallonie au nom du gestionnaire de l'infrastructure la SOFICO. Cette attestation est obligatoire pour être autorisé à intervenir dans la liaison E40-E25.

Les véhicules sont en ordre d'immatriculation, de contrôle technique, d'assurance, d'équipements et de documents de bord.

Tous les appareils de levage équipant les véhicules sont contrôlés régulièrement par une société de contrôle agréée délivrant une agrégation périodique.

Les véhicules de l'entreprise de dépannage sont munis de l'équipement et du matériel minimal nécessaire à la sécurité du travail et au nettoyage de la chaussée.

Sur les lieux de chaque intervention, l'entreprise de dépannage dispose au minimum de l'équipement suivant :

- matériel d'extinction de feu adapté,
- une pelle,
- une brosse,
- deux sacs de produit absorbant pour l'enlèvement des liquides,
- de récipients pour l'enlèvement des déchets divers,
- une lampe torche ou un projecteur directionnel,
- clés pour roues de voiture tourisme,
- un coupe ceinture,
- un minimum de 10 cônes de signalisation réfléchissants non pliables et de 75 cm de hauteur,
- un minimum de 10 lampes de signalisation d'appoint au sol.

L'entreprise de dépannage dispose au minimum d'une dépanneuse équipée d'une grue d'une capacité de soulèvement minimum de 3,5 tonnes et équipée d'un treuil dont la longueur du câble est d'au moins 20 m.

L'entreprise de dépannage intervient avec la dépanneuse équipée d'une grue uniquement lorsque c'est explicitement précisé lors de l'appel par le CIC ou le centre PEREX.

Dans les autres cas, elle intervient avec une autre dépanneuse équipée d'un plateau basculant dont la charge utile est de minimum 3,5 t mais non pourvu d'une grue.

En cas de véhicule présentant des particularités (hauteur/longueur), elle intervient avec un véhicule adapté à ces particularités. En cas de véhicule à 2 roues, la dépanneuse doit pouvoir charger ce type de véhicule.

La dépanneuse peut être équipée d'une signalisation en tant que véhicule de balisage.

Le ramassage d'objets peut se faire avec cette dépanneuse unique si elle est également équipée d'un balisage.

Le véhicule de balisage est un véhicule adapté pour signaler l'emplacement du dépannage. Il peut également être utilisé dans le cadre des missions de ramassages d'objets. Dans ce cas, il doit être capable de transporter les objets. Il peut également être utilisé dans le cadre de transport de personnes.

Le véhicule de balisage est, sur les parties avant et arrière, pourvu de bandes alternées de couleur rouge et blanche de 0,10 m de largeur au minimum et inclinées à 45° par rapport à la verticale du véhicule.

La rétroréflexion de ces bandes répond au minimum à la classe RA2 de la norme NBN EN 12899-1 ou équivalent.

Ce véhicule est également équipé de feux orange clignotants, d'une rampe lumineuse à feux orange et d'un panneau de signalisation lumineux annonçant la zone d'intervention.

Le panneau de signalisation peut, selon la conception du véhicule de balisage, être soit monté sur le toit ou derrière la cabine. La flèche directionnelle doit en tout cas être entièrement visible à plus de 200 m en conditions normales de visibilité.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 août 2019 portant exécution de l'article 3bis du décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques.

Namur, le 22 août 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics,
de la Mobilité, des Transports, des Zonings et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

Annexe 3. Grille tarifaire hors TVA

La grille tarifaire est applicable aux factures adressées à la SOFICO ou au propriétaire du véhicule non couvert par une assistance.

La grille tarifaire ne comprend pas la taxe sur la valeur ajoutée.

1. Opération de dépannage

Une opération de dépannage s'adresse aux véhicules accidentés, en panne ou abandonnés.

Le forfait pour une opération de dépannage comprend les éléments suivants :

- 1° les déplacements jusqu'au lieu de dépannage et retour au dépôt ou au dépôt communal dans le cadre des véhicules abandonnés;
- 2° les opérations de dépannages;
- 3° le temps pour le remorquage du véhicule, main d'œuvre comprise;
- 4° l'immobilisation sur place;
- 5° la mise à disposition du personnel pour l'accueil des autorités et des usagers;
- 6° la conservation dans un endroit sécurisé de l'entreprise, des clés, documents et marques d'immatriculation;
- 7° l'entreposage du véhicule le jour du dépannage;
- 8° la restitution du véhicule;
- 9° le nettoyage de la chaussée;
- 10° la prise en charge des personnes et leurs bagages jusqu'à un lieu convenu;
- 11° le risque de non-paiement.

Hors déplacements jusqu'au lieu de dépannage et retour au dépôt ou au dépôt communal dans le cadre des véhicules abandonnés, le forfait d'une opération de dépannage comprend jusqu'à 60 minutes d'intervention à partir de l'arrivée du premier véhicule sur place.

Le forfait à percevoir par les entreprises de dépannage agréées est fixé à 150 euros pour une opération de dépannage entre 7 h et 19 h du lundi au vendredi sauf jours fériés.

Un supplément kilométrique de 1 euro par km peut être demandé pour les déplacements dépassant le forfait visé aux articles 5 et 6. Le supplément kilométrique est calculé sur base d'un aller/retour à partir du point le plus favorable à l'utilisateur visé aux articles 5 et 6.

Un supplément horaire de 20 euros par quart d'heure entamé peut être demandé pour les interventions dépassant le forfait.

Le forfait pour une opération de dépannage ainsi que les suppléments kilométriques et horaires sont majorés de 50 pour cent pour les missions qui débutent entre 19 h et 7 h ainsi que les samedis, dimanches et jours fériés. Le début de la mission est la réception de l'appel téléphonique du CIC ou du centre PEREX auprès de l'assistant.

Un supplément peut être demandé pour les éléments suivants :

- 1° absence d'anneau de remorquage au véhicule : 15 euros;
- 2° montage d'une roue de secours : 25 euros;
- 3° usage de la grue : 50 euros;
- 4° frein à main verrouillé, portes fermées : 25 euros;
- 5° absence de clés : 25 euros;
- 6° sac d'absorbant : 15 euros par sac de 25 kg;
- 7° déconnexion de la batterie pour les véhicules hybride ou électrique : 15 euros.

Les points 1° à 5° ne sont pas cumulables.

Un supplément de 15 euros par jour peut être demandé pour le gardiennage du véhicule au-delà du forfait c'est-à-dire au-delà du jour du dépannage. Les jours de gardiennage sont comptabilisés en période de 24 h et se calculent à partir du lendemain du dépôt jusqu'au jour du départ du véhicule.

Lorsque tous les occupants du véhicule dépanné ne peuvent être transportés par la dépanneuse, un supplément forfaitaire de 50 euros de taxi peut être demandé pour le déplacement des personnes et leurs bagages jusqu'au dépôt de l'entreprise de dépannage ou jusqu'à un endroit sécurisé hors du réseau routier visé à l'article 2 selon leur accord.

2. Opération de balisage

Le forfait pour une opération de balisage comprend les éléments suivants :

- 1° le déplacement jusqu'au lieu de balisage et retour au dépôt;
- 2° l'immobilisation sur place;
- 3° les opérations de balisage;
- 4° le risque de non-paiement.

Le forfait ne comprend pas l'immobilisation sur place au-delà de 60 minutes.

Le forfait à percevoir par les entreprises de dépannage agréées est fixé à 125 euros pour une opération de balisage débutant entre 7 h et 19 h du lundi au vendredi sauf jours fériés.

Le forfait est fixé à 150 euros pour les missions qui débutent entre 19 h et 7 h ainsi que les samedis, dimanches et jours fériés. Le début de la mission est la réception de l'appel téléphonique du CIC ou du centre PEREX auprès de l'assistant.

Un supplément horaire de 20 euros par quart d'heure entamé peut être demandé pour les interventions dépassant le forfait entre 7 h et 19 h du lundi au vendredi sauf jours fériés.

Un supplément horaire de 30 euros par quart d'heure entamé peut être demandé pour les interventions dépassant le forfait entre 19 h et 7 h ainsi que les samedis, dimanches et jours fériés.

3. Opération de ramassage d'objets

Le forfait pour une opération de ramassage d'objets comprend les éléments suivants :

- 1° le déplacement jusqu'au lieu de ramassage et retour au dépôt;
- 2° l'immobilisation sur place;
- 3° les opérations de ramassage d'objets;
- 4° le dépôt dans un lieu prédéfini.

Hors déplacements jusqu'au lieu de ramassage d'objet et retour au dépôt, le forfait d'une opération de ramassage d'objets comprend jusqu'à 60 minutes d'intervention sur place à partir de l'arrivée du premier véhicule sur place.

Le forfait à percevoir par les entreprises de dépannage agréées est fixé à 110 euros pour une opération de ramassage d'objets débutant entre 7 h et 19 h du lundi au vendredi sauf jours fériés.

Le forfait est fixé à 135 euros pour les missions qui débutent entre 19 h et 7 h ainsi que les samedis, dimanches et jours fériés. Le début de la mission est la réception de l'appel téléphonique du CIC ou du centre PEREX auprès de l'assistant.

Un supplément horaire de 20 euros par quart d'heure entamé peut être demandé pour les interventions dépassant le forfait entre 7 h et 19 h du lundi au vendredi sauf jours fériés.

Un supplément horaire de 30 euros par quart d'heure entamé peut être demandé pour les interventions dépassant le forfait entre 19 h et 7 h ainsi que les samedis, dimanches et jours fériés.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 août 2019 portant exécution de l'article 3bis du décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques.

Namur, le 22 août 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, des Zonings et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/205602]

22. AUGUST 2019 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Ausführung von Artikel 3bis des Dekrets vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes, Artikel 3bis, eingefügt durch das Dekret vom 20. Dezember 2018;

Aufgrund des Dekrets vom 20. Dezember 2018 zur Abänderung des Dekrets vom 19. März 2019 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes, Artikel 2;

Aufgrund des in Anwendung von Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 13. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben aufgestellten Berichts vom 13. Mai 2019;

Aufgrund der am 15. Juli 2017 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 1. Juli 2019 in Anwendung von Artikel 84 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 66.300/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für öffentliche Arbeiten;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL 1 — Allgemeine Bestimmungen

Abschnitt I — Definitionen und Anwendungsbereich

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Dekret vom 19. März 2009: das Dekret vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes;

2° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die öffentlichen Arbeiten gehören;

3° Verwaltung: die Dienststellen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Mobilität und Infrastrukturen;

4° Assistent: das Versicherungsunternehmen oder der Automobilklub, das bzw. der sich auf den Beistand und den Rücktransport von Verkehrsteilnehmern und ihren Fahrzeugen spezialisiert hat;

5° Straßenpolizei: die Direktion der Straßenpolizei der Generaldirektion der Verwaltungspolizei der Föderalen Polizei;

6° SOFICO: die Wallonische Gesellschaft für die zusätzliche Finanzierung der Infrastrukturen ("Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures");

7° KIZ: das Kommunikations- und Informationszentrum der Föderalen Polizei;

8° PEREX-Zentrum: der betriebliche Bereitschaftsdienst des wallonischen Autobahn- und Straßennetzes.

Art. 2 - Das in Artikel 3bis des Dekrets vom 19. März 2009 erwähnte Beistandssystem betrifft die in der in Anhang 1 angeführten Liste angegebenen Straßen und Autobahnen.

Die Pannendienste und deren Personal, die vor Ort im Einsatz sind und die nicht über eine gültige "SIABIS+"-Zulassung verfügen, dürfen nicht auf diesem Netz eingreifen.

Abschnitt 2 — "SIABIS+"-Plattform

Art. 3 - Die Einsätze in Bezug auf die Pannenhilfe für Fahrzeuge mit einem höchstzulässigen Gesamtgewicht von weniger als 3,5 Tonnen und auf die Entfernung von Gegenständen, die den Verkehr behindern, werden nur über die "SIABIS+"-Plattform durchgeführt.

Diese Plattform ist ein IKT-Instrument, das den Behörden durch die Assisteure zur Verfügung gestellt wird. Sie ermöglicht die Organisation schneller Einsätze auf dem Netz durch die Bestellung eines Assistenten, der die Aufgaben in Sachen Pannenhilfe einem über die "SIABIS+"-Zulassung verfügenden Pannendienst in unmittelbarer Nähe des Einsatzes anvertraut.

Diese Plattform ist ein offener Dienst, in dem Sinne, dass dort jeder Assistent seinen Beitritt beantragen kann, insofern er die Betreuung der Verkehrsteilnehmer und ihrer Fahrzeuge auf dem gesamten in Artikel 2 erwähnten Verkehrsnetz gewährleistet.

Abschnitt 3 — Fristen für das Eintreffen am Einsatzort

Art. 4 - Die Aufgabe beginnt zum Zeitpunkt des Anrufs eines Operators des KIZ oder des PEREX-Zentrums bei dem Assisteur.

Der von dem Assisteur kontaktierte Pannendienst gibt sofort an, ob er verfügbar ist oder nicht.

Der Assisteur bevollmächtigt einen in unmittelbarer Nähe des Einsatzortes verfügbaren Pannendienst, der sich an den Ort begibt, um die festgelegte Aufgabe durchzuführen.

Außer unter außergewöhnlichen Umständen, die zu begründen sind, beträgt die maximale Frist zum Eintreffen des ersten Einsatzfahrzeugs am Einsatzort 25 Minuten ab dem Zeitpunkt, an dem der Assisteur den Anruf des KIZ oder des PEREX-Zentrums erhalten hat. Falls ein zweites Einsatzfahrzeug erforderlich ist, darf das Eintreffen dieses zweiten Einsatzfahrzeugs nicht später als 40 Minuten ab dem Zeitpunkt, an dem der Assisteur den Anruf des KIZ oder des PEREX-Zentrums erhalten hat, stattfinden.

Diese Fristen finden keine Anwendung auf die Beseitigung von Fahrzeugen, die sich auf Rast- und Parkplätzen befinden.

Der Pannendienst informiert das PEREX-Zentrum über sein Eintreffen am Einsatzort und über seine Abfahrt, sobald der Einsatz beendet ist, gemäß den vom Minister oder dessen Beauftragten festgelegten Modalitäten.

Abschnitt 4 — Arten der Aufgaben

Art. 5 - Wenn das Fahrzeug, das eine Panne hat, durch das "SIABIS+"-System identifiziert wird, führt der Pannendienst seine Aufgabe in Sachen Pannenhilfe gemäß den geltenden Übereinkommen mit den Assisteuren aus.

In den anderen Fällen betreut der Pannendienst die Insassen des Fahrzeugs, dessen Beseitigung es zu übernehmen hat, sowie ihr Gepäck. Das Fahrzeug wird mit dem Einverständnis der sich in Panne befindenden Person an folgende Orte gefahren:

1° in das Depot des Pannendienstes;

2° bis zum Ende der nächsten Ausfahrt der Autobahn oder gleichgestellten Straße an einem sicheren Ort, der den Vorschriften der Straßenverkehrsordnung genügt;

3° an den nächsten sicheren Ort, der den Vorschriften der Straßenverkehrsordnung genügt;

4° an einen von der sich in Panne befindenden Person angegebenen Ort, gegen Aufpreis.

Der Pannendienst übernimmt die Reinigung der Fahrbahn, einschließlich wenn Öl oder andere Flüssigkeiten ausgelaufen sind. Wenn die Ausrüstung unzureichend ist, benachrichtigt er umgehend das PEREX-Zentrum.

Für diese Art von Einsätzen kann die vor Ort befindliche Straßenpolizei ein Markierungsfahrzeug beantragen, um die Einsatzzone zu sichern.

Der Pannendienst stellt den Benutzern Sanitäreinrichtungen mit Toiletten und einem Waschbecken in sauberem Zustand zur Verfügung.

Die Räumlichkeiten des Pannendienstes sind für die Kunden und die Polizei zugänglich, um die Rückgabe der Fahrzeuge und Gegenstände während den üblichen Bürozeiten vorzunehmen.

Art. 6 - Wenn das Fahrzeug, das einen Unfall erlitten hat, durch das "SABIS+"-System identifiziert wird, führt der Pannendienst seine Aufgabe in Sachen Pannenhilfe gemäß den geltenden Übereinkommen mit den Assisteuren aus.

In den anderen Fällen wird das Fahrzeug in das Depot des Pannendienstes gefahren.

Der Pannendienst beseitigt die Trümmer und Zubehörteile, die vom Fahrzeug gefallen sind.

Der Pannendienst übernimmt die Reinigung der Fahrbahn, einschließlich wenn Öl oder andere Flüssigkeiten ausgelaufen sind. Wenn die Ausrüstung unzureichend ist, benachrichtigt er umgehend das PEREX-Zentrum.

Für diese Art von Einsätzen wird systematisch ein Markierungsfahrzeug beantragt, um die Einsatzzone zu sichern, sofern die Straßenpolizei vor Ort nichts anderes bestimmt hat.

Der Pannendienst betreut die unverletzten Insassen des Fahrzeugs, dessen Beseitigung er sicherstellt. Sie werden mit ihrem Einverständnis an folgende Orte gefahren:

1° in das Depot des Pannendienstes;

2 bis zum Ende der nächsten Ausfahrt der Autobahn oder gleichgestellten Straße an einem sicheren Ort, der den Vorschriften der Straßenverkehrsordnung genügt;

3° an den nächsten sicheren Ort, der den Vorschriften der Straßenverkehrsordnung genügt;

4° an einen von der sich in Panne befindenden Person angegebenen Ort, gegen Aufpreis.

Der Pannendienst stellt den Benutzern Sanitäreinrichtungen mit Toiletten und einem Waschbecken in sauberem Zustand zur Verfügung.

Die Räumlichkeiten des Pannendienstes sind für die Kunden und die Polizei zugänglich, um die Rückgabe der Fahrzeuge und Gegenstände während den üblichen Bürozeiten vorzunehmen.

Art. 7 - Die Entfernung von Gegenständen besteht in der Entfernung der Ladungsverluste oder Gegenstände auf der Straße, deren Volumen 1 m³ nicht überschreitet. Dies betrifft nicht die Entfernung von Tierkörpern.

Wenn der Gegenstand zu groß oder zu schwer ist, um abtransportiert zu werden, oder wenn die Ausrüstung unzureichend ist, setzt der Pannendienst unverzüglich das PEREX-Zentrum davon in Kenntnis und führt seine Markierungsaufgaben aus.

Für diese Art von Einsätzen kann die vor Ort befindliche Straßenpolizei ein Markierungsfahrzeug beantragen, um die Einsatzzone zu sichern.

Der Pannendienst übernimmt die Reinigung der Straße.

Der Pannendienst stellt die eingesammelten Gegenstände am Ende der nächsten Autobahnausfahrt ab. Diese Lagerung erfolgt derart, dass die Gegenstände in Sicherheit sind und sich nicht mehr auf der Straße befinden können.

Sobald die Gegenstände gelagert sind, setzt der Pannendienst unverzüglich das PEREX-Zentrum zwecks der Entfernung der Gegenstände durch den Straßenverwalter davon in Kenntnis.

Art. 8 - Die Markierung entspricht dem Vorhandensein vor Ort eines Markierungsfahrzeugs, das als Zusatz oder unabhängig des Abschleppwagens oder in einer operativen Notlage beantragt wird.

Der beauftragte Pannendienst entsendet ein Markierungsfahrzeug, das innerhalb von 25 Minuten vor Ort eintrifft. Gemäß den Bestimmungen des Artikels 4 ist das Markierungsfahrzeug normalerweise das erste Fahrzeug, das am Einsatzort eintrifft.

Das Markierungsfahrzeug verlässt den Ort nur, wenn die Aufgaben in Sachen Markierung, Pannenhilfe, Beseitigung der Unfallfahrzeuge und Entfernung von Gegenständen beendet sind.

Wenn die Straßenpolizei vor Ort anwesend ist, erfolgt die Abfahrt nur mit deren Einverständnis.

Die Straßenpolizei kann sich auf die operative Dringlichkeit berufen, wenn die Lage folgende Kriterien erfüllt:

1° der Vorfall ist Gegenstand von mindestens einer ernsthaften Meldung mit relevanten Gefahrentatsachen für die Personen, und für die kein Nummernschild eines beteiligten Fahrzeugs zum Zeitpunkt des Anrufs mitgeteilt werden kann;

2° der Vorfall hat entweder die Behinderung einer oder mehrerer Fahrspuren mit Ausnahme der Notspur durch ein oder mehrere Fahrzeuge im Stillstand, oder das Vorhandensein von Fahrzeugen im Stillstand auf der Gegenfahrbahn einschließlich der Notspur zur Folge;

3° kein Team der Straßenpolizei kann innerhalb von 25 Minuten ab der Zuweisung durch das KIZ einer Aufgabe bezüglich dieses Vorfalls an ein Team der Straßenpolizei vor Ort einschreiten.

Die Aufgabe wird demnach gemäß den Modalitäten für ein nicht durch das "SABIS+"-System identifiziertes Fahrzeug anvertraut.

Art. 9 - Zurückgelassene Fahrzeuge, die nicht Gegenstand einer gerichtlichen Requisition sind, werden in das Depot der Gemeinde gebracht, in der das Gut gefunden wurde, in Übereinstimmung dem Gesetz vom 30. Dezember 1975 über außerhalb von Privateigentumen gefundene oder bei der Vollstreckung eines Räumungsurteils auf der öffentlichen Straße abgestellte Güter.

Nach der Kontrolle vor Ort der Straßenpolizei beantragt das KIZ oder die Verwaltung vor 10 Uhr von Montag bis Freitag mit Ausnahme der Feiertage die Beseitigung des zurückgelassenen Fahrzeugs über die "SIABIS+"-Plattform unter Angabe des Lagerorts. Der bestellte Pannendienst organisiert sich, um das Fahrzeug zu beseitigen und es am selben Tag ins kommunale Depot während dessen Öffnungszeiten zu bringen.

Wenn die Situation des zurückgelassenen Fahrzeugs als gefährlich erachtet wird, kann die Straßenpolizei die Beseitigung des Fahrzeugs gemäß demselben Verfahren beantragen, wie jenes, das auf die Fahrzeuge, die eine Panne haben oder einen Unfall erlitten haben, anwendbar ist.

Wenn das kommunale Depot geschlossen ist, wird das Fahrzeug in das Depot des Pannendienstes gebracht, um dort aufgestellt und am erstkommenden Werktag in das kommunale Depot befördert zu werden. In diesem Fall wird der zweite Arbeitsgang ebenfalls angerechnet.

Abschnitt 5 — Verpflichtungen

Art. 10 - Die Assisteure und Pannendienste erfüllen die in Anhang 2 angeführten Anforderungen. Dieser Anhang wird auf der Webseite der Verwaltung veröffentlicht.

Die Pannendienste wenden die gesetzlichen und in den in Artikel 13 Absatz 4 und in Artikel 14 § 3 erwähnten Informationssitzungen erklärten Einsatzgrundsätze und -modalitäten an.

Abschnitt 6 — Abrechnung

Art. 11 - Die Assisteure und Pannendienste wenden die in Anhang 3 festgelegten Tarife ohne Mehrwertsteuer im Falle eines Pannen- oder Unfallfahrzeugs, das nicht durch eine Beistandsversicherung ("Assistance") gedeckt ist, eines zurückgelassenen Fahrzeugs, der Markierung und der Entfernung von Gegenständen auf dem in Artikel 2 erwähnten Straßennetz an.

Die Rechnung für die Leistungen des Pannendienstes wird an den Fahrer des Pannen- oder Unfallfahrzeugs gerichtet. Die Kosten für die Markierung werden proportional zwischen den Fahrern aller beteiligten Fahrzeuge verteilt.

Die Rechnungen bezüglich der zurückgelassenen Fahrzeuge und der Entfernung von Gegenständen werden an die SOFICO gerichtet.

Alle zwei Jahre ab dem 1. Januar 2021 legt der Minister die Beträge der Tariftabelle je nach der Entwicklung der Kraftstoffkosten, der Arbeitskräfte, der Versicherungen und der Fahrzeuge fest.

Der Minister oder sein Beauftragter bestimmt die Berechnungsmodalitäten, einschließlich der Einsatzberichte und der zur Rückverfolgung und Überprüfung der guten Durchführung des Einsatzes erforderlichen zusätzlichen Informationen.

Abschnitt 7 — Überwachungsausschuss

Art. 12 - Der Überwachungsausschuss ist mit der Koordinierung und der Überwachung der Tätigkeiten, sowie mit der Überprüfung der festgestellten Versäumnisse und Verstöße beauftragt.

Der Überwachungsausschuss setzt sich aus einem Vertreter einer jeden der nachstehenden Körperschaften zusammen:

1° einem Vertreter pro Assisteur;

2° einem Vertreter des Berufsverbands der Versicherungsunternehmen ASSURALIA;

3° einem Vertreter des Verbands des Automobilsektors und der verwandten Sektoren TRAXIO;

4° einem Vertreter der Straßenpolizei;

5° ein Vertreter der "SOFICO";

6° einem Vertreter der Verwaltung.

Der Vertreter einer jeden Körperschaft wird vom Minister auf Vorschlag der Körperschaft benannt.

Dieser Ausschuss versammelt sich ein Mal pro Trimester oder auf Anfrage seiner Mitglieder. Die Beschlüsse, einschließlich der Vorschläge über Sanktionen, werden mit der Mehrheit der Stimmen der anwesenden Mitglieder gefasst. Das Sekretariat dieses Ausschusses wird von der Verwaltung übernommen.

Der Überwachungsausschuss bestimmt seine innere Dienstordnung.

KAPITEL II — "SIABIS+"-Zulassung

Art. 13 - Der Minister erteilt den Pannendiensten, die auf dem in Artikel 2 genannten Straßennetz eingesetzt werden, eine "SIABIS+"-Zulassung.

Um die "SIABIS+"-Zulassung zu erhalten, muss der Pannendienst die sozialen und steuerlichen Verpflichtungen einhalten, und durch eine Haftpflichtversicherung in Bezug auf den Betrieb des Pannen- und Abschleppdienstes, die Markierung, den Transport von Gegenständen, die Aufbewahrung von Fahrzeugen, die Beförderung von Insassen eines abgeschleppten Fahrzeugs sowie eine Versicherung zur Abdeckung der Arbeitsunfälle des Einsatzpersonals gedeckt sein.

Der Pannendienst rechtfertigt die Mittel, die er gemäß Artikel 10 Absatz 1 einsetzen kann, und weist nach, dass er über die erforderlichen beruflichen Fähigkeiten verfügt.

Das Einsatzpersonal verfügt zu jeder Zeit über seine persönliche Identifikationsbescheinigung, die von einer durch die Verwaltung bestimmten Einrichtung ausgestellt wird. Diese Bescheinigung ist auf Verlangen jedes Bediensteten der Straßenpolizei vorzulegen.

Art. 14 - § 1. Der Pannendienst reicht seinen "SIABIS+"-Zulassungsantrag per Einschreibesendung an die Verwaltung ein.

Der Antrag auf Zulassung umfasst die folgenden Angaben:

- 1° Bezeichnung und Personalien des Antragstellers;
- 2° wenn es sich um eine juristische Person handelt, ihre genaue Bezeichnung, ihre Rechtsform und die Adresse des Unternehmensgerichts, wo sich ihre Akte befindet;
- 3° die Titel, Qualifikationen und Referenzen des Antragstellers, sowie der mit dem Antragsteller durch einen Arbeitsvertrag verbundenen Mitarbeiter und der eventuellen Untervertragnehmer;
- 4° die technischen Mittel, über die der Antragsteller verfügt, sowie die Konformitätsbescheinigungen in Bezug auf diese Mittel;
- 5° den Assistenten, für den der Antragsteller zur Erbringung der Leistungen in Sachen Pannenhilfe auf dem in Artikel 2 genannten Netz bestellt wird.

§ 2. Innerhalb einer Frist von zwanzig Tagen ab dem Eingang des Antrags in Anwendung von Paragraph 1 notifiziert die Verwaltung dem Antragsteller

- 1° entweder die Zulässigkeit und Vollständigkeit seines Antrags,
- 2° oder die Unzulässigkeit seines Zulassungsantrags, wenn dieser unvollständig oder vorschriftswidrig ist.

In dem in Absatz 1 Ziffer 2 erwähnten Fall werden in der Sendung die Auskünfte und Dokumente angegeben, die im Antrag fehlen, damit dieser vollständig und vorschriftsmäßig sein kann. Der Antragsteller verfügt über eine Frist von zwanzig Tagen ab dem Eingang der Sendung, die angibt, dass bestimmte Auskünfte und Dokumente fehlen, um der Verwaltung ergänzende Auskünfte mitzuteilen.

Die Fristen werden während den Zeiträumen vom 16. Juli bis zum 15. August und vom 24. Dezember bis zum 2. Januar ausgesetzt.

§ 3. Innerhalb einer Frist von neunzig Tagen nach der Einsendung der Notifizierung über die Zulässigkeit des Antrags werden der Antragsteller und sein Einsatzpersonal von der Verwaltung zu einer Informationssitzung vorgeladen, die von einer durch die Verwaltung bestimmte Einrichtung organisiert wird. Diese Frist wird während den Zeiträumen vom 16. Juli bis zum 15. August und vom 24. Dezember bis zum 2. Januar ausgesetzt.

Diese durch die Verwaltung bestimmte Einrichtung übergibt jeder Person, die an der Informationssitzung teilgenommen hat, eine individuelle Bescheinigung.

Diese durch die Verwaltung bestimmte Einrichtung prüft das Material und seine Übereinstimmung mit Anhang 2 anlässlich der Informationssitzung oder zu jedem anderen Zeitpunkt.

§ 4. Innerhalb einer Frist von hundertzwanzig Tagen ab der Einsendung der Notifizierung über die Zulässigkeit des Antrags notifiziert der Minister dem Antragsteller seinen Beschluss über die Gewährung oder Nichtgewährung der "SIABIS+"-Zulassung. Diese Frist wird während den Zeiträumen vom 16. Juli bis zum 15. August und vom 24. Dezember bis zum 2. Januar ausgesetzt.

Die Liste der "SIABIS+"-Zulassungen wird auf der Website der Verwaltung veröffentlicht.

Art. 15 - Im Falle der Änderung einer der in dem Zulassungsantrag vermerkten Angaben benachrichtigt der Inhaber der Zulassung unverzüglich die Verwaltung darüber.

Art. 16 - Die Zulassung kann nicht abgetreten werden. Sie kann in den folgenden Fällen abgeändert, entzogen oder ausgesetzt werden:

- 1° ggf. bei einer Änderung einer der im Zulassungsantrag vermerkten Angaben;
- 2° wenn die Zulassungskriterien nicht mehr erfüllt sind;
- 3° wenn die Qualität der Einsätze des Zulassungsinhabers nicht zufriedenstellend ist und Gegenstand einer ordnungsgemäßen Feststellung seitens der Bediensteten der Verwaltung oder Straßenpolizei ist.

KAPITEL III — Verfehlungen, Verstöße, Beschwerden und Sanktionen

Art. 17 - § 1. Alle Verfehlungen und Verstöße werden in Anwendung von Artikel 5 § 1 Ziffer 2 des Dekrets vom 19. März 2009 mit einer gestaffelten Sanktion geahndet, die von der Verwarnung bis zur einstweiligen bzw. endgültigen Suspendierung reicht, sowie mit einer Geldbuße belegt.

Die Häufung der Verfehlungen, Verstöße und der Sanktionen ist möglich.

Die Sanktionen werden wie folgt festgesetzt:

Verfehlungen und Verstöße	Sanktionen
Nichteinhaltung der Anforderungen an das Material	1° Verwarnung des Pannendienstes durch den Minister oder seinen Beauftragten mit Auflage einer einwöchigen Frist, um die Lage wieder in Ordnung zu bringen; 2° 3-monatige Suspendierung des Pannendienstes durch den Minister oder seinen Beauftragten, wenn ein und derselbe Verstoß innerhalb von 6 Monaten festgestellt wird; 3° endgültige Suspendierung des Pannendienstes durch den Minister oder seinen Beauftragten bei Rückfall.
Strafrechtlicher Verstoß	Zusätzlich zur Erstellung eines Protokolls durch die Straßenzpolizei für den betroffenen Verstoß: 1° Verwarnung des Pannendienstes durch den Minister oder seinen Beauftragten; 2° 3-monatige Suspendierung des Pannendienstes durch den Minister oder seinen Beauftragten, wenn ein und derselbe Verstoß innerhalb von 6 Monaten festgestellt wird; 3° endgültige Suspendierung des Pannendienstes durch den Minister oder seinen Beauftragten bei Rückfall.
Nicht eingehaltene Tariftabelle	1° sofortige Rückzahlung an den Kunden durch den Pannendienst und Verwarnung des Pannendienstes durch den Minister oder seinen Beauftragten; 2° sofortige Rückzahlung an den Kunden und 3-monatige Suspendierung des Pannendienstes durch den Minister oder seinen Beauftragten, wenn ein und derselbe Verstoß innerhalb von 6 Monaten festgestellt wird; 3° sofortige Rückzahlung an den Kunden und endgültige Suspendierung des Pannendienstes durch den Minister oder seinen Beauftragten bei Rückfall.
Nichteinhaltung der anderen Bestimmungen des vorliegenden Erlasses und der vom Minister oder von seinem Beauftragten bestimmten Modalitäten	1° Verwarnung des Pannendienstes durch den Minister oder seinen Beauftragten; 2° Geldbuße oder 3-monatige Suspendierung des Pannendienstes durch den Minister oder seinen Beauftragten, wenn ein und derselbe Verstoß innerhalb von 6 Monaten festgestellt wird; 3° endgültige Suspendierung des Pannendienstes durch den Minister oder seinen Beauftragten bei Rückfall.
Handlungen eines nicht im SIABIS+ zugelassenen Pannendienstes auf dem betroffenen Netz	Ausschluss des Pannendienstes von dem in Artikel 2 erwähnten Straßennetz und Geldbuße von 1.500 Euro für den betroffenen Pannendienst.

§ 2. Der Minister, sein Beauftragter oder der Domänenpolizist, falls er die Auferlegung einer Sanktion beabsichtigt, notifiziert auf der Grundlage des Berichts des Überwachungsausschusses nach Artikel 12 der betroffenen natürlichen Person über den Pannendienst, der sie beschäftigt, bzw. dem betroffenen Pannendienst, gegebenenfalls zusammen mit einer Kopie des Berichts des Überwachungsausschusses, einen Bescheid, der die folgenden Angaben enthält:

- 1° den Sachverhalt, für den er die Auferlegung einer Sanktion beabsichtigt;
- 2° einen Auszug aus den Bestimmungen, gegen die verstoßen wurde,
- 3° die Sanktion, deren Auferlegung er beabsichtigt;
- 4° den Hinweis, dass die betroffene natürliche Person oder der betroffene Pannendienst berechtigt ist:
 - a) binnen fünfzehn Tagen ab Eingang des Bescheids ihre/seine Verteidigungsmittel schriftlich per Einschreibebrief geltend zu machen;
 - b) binnen derselben Frist durch Einschreiben zu beantragen, ihre/seine Verteidigungsmittel mündlich vorzubringen;
 - c) sich von einem Berater vertreten oder unterstützen zu lassen;
 - d) Einsicht in ihre/seine Akte zu nehmen.

Stellt die betroffene natürliche Person oder der betroffene Pannendienst den Antrag, ihre/seine Verteidigungsmittel mündlich vorzubringen, notifiziert ihr/ihm die Verwaltung den Ort, den Tag und die Uhrzeit für ihre/seine Anhörung. Diese Anhörung findet frühestens fünfzehn Tage ab dem Empfangsdatum der Notifizierung statt.

Ein Protokoll der Anhörung wird vom in Artikel 9 § 1 des Dekrets vom 19. März 2009 genannten Beamten erstellt. In diesem Protokoll werden die eventuellen Uneinigkeiten angegeben.

Nach Ablauf einer Frist von zwanzig Tagen nach dem für die Anhörung festgesetzten Datum und unter Berücksichtigung der eventuellen schriftlich oder mündlich vorgebrachten Verteidigungsmittel beschließt der Minister oder sein Beauftragter, je nach Fall:

- 1° die ursprünglich erwogene Sanktion aufzuerlegen;
- 2° eine ermäßigte Sanktion aufzuerlegen;
- 3° keine Sanktion aufzuerlegen.

Der Beschluss des Ministers oder seines Beauftragten wird der betroffenen natürlichen Person oder dem betroffenen Pannendienst per Einschreiben notifiziert.

Art. 18 - Im Falle eines Problems bei der Durchführung des vorliegenden Erlasses kann jeder Verkehrsteilnehmer per Einschreiben eine Beschwerde bei der Verwaltung einreichen.

Damit die Beschwerde als zulässig erachtet wird, sind darin die Umstände des Einsatzes und die Gründe der Unzufriedenheit anzugeben.

Die Verwaltung verfügt über eine Frist von sechzig Tagen ab Eingang der Beschwerde, um dem Beschwerdeführer ihren Beschluss mitzuteilen.

Diese Frist wird in den Zeiträumen zwischen dem 16. Juli und dem 15. August und zwischen dem 24. Dezember und dem 2. Januar ausgesetzt.

Die Verwaltung bearbeitet die Beschwerden der Verkehrsteilnehmer unter Berücksichtigung der von der SOFICO, von der Straßenpolizei, von den betroffenen Assisteuren und Pannendiensten gegebenen Informationen.

KAPITEL IV — *Schlussbestimmungen*

Art. 19 - Das Dekret vom 20. Dezember 2018 zur Abänderung des Dekrets vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes tritt am selben Tag wie das vorliegende Erlass in Kraft.

Art. 20 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die öffentlichen Arbeiten gehören, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 22. August 2019

Für die Regierung :
Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten,
Mobilität, Transportwesen, Gewerbegebiete und Tierschutz
C. DI ANTONIO

Anhang 1 - Liste der Straßen und Wege, die das SIABIS+ - Netz bilden

- A3 zwischen Hélécine und Lichtenbusch (Grenze zu Deutschland), von Km-Stein 44,2 bis 134,5;
- A4 zwischen Rosières und Sterpenich (Grenze zu Luxemburg), von Km-Stein 13,5 bis 187,8;
- A7 zwischen dem R0 in Haut-Ittre und Hensies (Grenze zu Frankreich), von Km-Stein 17,6 bis 78,2;
- A8 zwischen Rebecq und Lamain (Grenze zu Frankreich), von Km-Stein 7,7 bis 76,7;
- A13 zwischen Boirs und Vottem, Agglomerationsgrenze, von Km-Stein BK 100,2 bis 111,4;
- A15 zwischen Lüttich und Le Roeulx, von Km-Stein 0 bis 102,4;
- A16 zwischen Hautrage und Tournai, von Km-Stein 0 bis 35,9;
- A17 zwischen Marquain und Mouscron, von Km-Stein 0 bis 17,5;
- A25 zwischen Visé und Lüttich, von Km-Stein 0 bis 15,5;
- A26 zwischen Lüttich und Neufchâteau, von Km-Stein 0 bis 102,5;
- A27 zwischen Battice und Steinebrück (Grenze zu Deutschland), von Km-Stein 0 bis 61,4;
- A8 zwischen der RN81 und Aubange (Grenze zu Frankreich, von Km-Stein 11,6 bis 14,7;
- A54 zwischen Petit-Roeulx und Charleroi, von Km-Stein 0 bis 23,2;
- A501 zwischen der A7 und der A15, von Km-Stein 0 bis 5,6;
- A503 zwischen dem R9 und dem R3, von Km-Stein 0 bis 3,5;
- A601 zwischen der A13 und der A3, von Km-Stein 0 à 4,7;
- A602 zwischen der A3 und der A26, von Km-Stein 0 à 13,3;
- A604 zwischen Bierset und Seraing, von Km-Stein 0,3 bis 5,1;
- B501 in Mons, von Km-Stein 0 bis 2;
- B601 in Spa, von Km-Stein 0,1 bis 1,8;
- B602 in Tilff, von Km-Stein 0,1 bis 1,7;
- R0 zwischen Haut-Ittre und Waterloo, von Km-Stein 0 bis 12,4;
- R0 zwischen Tubize und Haut-Ittre, von Km-Stein 71,4 bis 75,7;
- R3 von Km-Stein 0 bis 32,7;
- R5 Ost in Mons, von Km-Stein 0 bis 3,6;
- R5a West in Mons, von Km-Stein 0 bis 10,7;
- R9 in Charleroi, von Km-Stein 0 bis 5,2;
- RN4 zwischen Gembloux und Arlon, von Km-Stein 33,5 bis 55,1 und von Km-Stein 65,1 bis 178, ausschließlich des Ballungsraums von Namur und der Durchquerung von Tenneville, von Km-Stein 122,9 bis 126,2, von Martelange, von Km-Stein 159,9 bis 164,8, und von Arlon, von Km-Stein 178 bis zur Grenze zu Luxemburg;
- RN5 zwischen Les-Bons-Villers und des Ballungsraums von Couvin, von Km-Stein 59,4 bis 92,7;
- RN25 zwischen Grez-Doiceau, ausschließlich des Kreisverkehrs Comte d'Ursel, und Nivelles, Kreisverkehr RN25 - RN93 - R24 ausschließlich, von Km-Stein 17,2 bis 45,25, einschließlich der Zufahrtsstraßen, jedoch ausschließlich der Kreisverkehre RN25 - RN4 in Wavre und Mont-Saint-Guibert und des Verteilers RN25 - RN238;
- RN25a zwischen der A4, einschließlich des Verteilers, und dem Kreisverkehr RN4 - RN25a ausschließlich, von Km-Stein 0 à 1,1;
- RN52 in Antoing, von Km-Stein 2 bis 5,2;
- RN54 zwischen dem R3, einschließlich des Verteilers, und der Kreuzung RN54 - RN59 ausschließlich, von Km-Stein 0 à 5,1;
- RN55 zwischen der A7, einschließlich des Verteilers, und der Kreuzung RN55 - RN27 ausschließlich, von Km-Stein 22,7 à 29,8;

- RN59 von Km-Stein 0 bis 18,7;
- RN60 von Km-Stein 43,5 bis 51,3;
- RN81 zwischen der A4 und Aubange (Grenze zu Frankreich), von Km-Stein 2,6 bis 11,7;
- RN89 zwischen der A4 und der Barrière de Champlon, von Km-Stein 30 à 57,4;
- RN90 zwischen dem R3, einschließlich des Verteilers, und dem Kreisverkehr Monceau ausschließlich, von Km-Stein 29,1 à 31,5;
- RN90 zwischen dem R9, einschließlich des Verteilers, und der Kreuzung RN922 - RN90 ausschließlich, von Km-Stein 35,2 à 61,7;
- RN97 zwischen Onhaye, Kreuzung RN97 - RN936 ausschließlich, und Ciney, Kreisverkehr RN97 - RN949 ausschließlich, von Km-Stein 22 bis 43;
- RN98 zwischen Fosses-la-Ville, Kreuzung RN98 - RN922 ausschließlich, und Ligny, Kreisverkehr RN98 - RN29 ausschließlich, von Km-Stein 0 bis 15,6;
- RN552 von Km-Stein 7,5 bis 10,5;
- RN568 von Km-Stein 4,3 bis 10,3;

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. August 2019 zur Ausführung von Artikel 3bis des Dekrets vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 22. August 2019

Für die Regierung :
Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten,
Mobilität, Transportwesen, Gewerbegebiete und Tierschutz
C. DI ANTONIO

Anhang 2 - Anforderungen

Der Pannendienst beachtet die Regeln und erfüllt alle steuerlichen Pflichten.

Er ist durch folgende Versicherungen abgedeckt:

- 1° Haftpflichtversicherung für den Betrieb des Pannen- und Abschleppdienstes;
- 2° Haftpflichtversicherung für die Markierung und die Entfernung von Gegenständen;
- 3° Haftpflichtversicherung für die bei der Pannenhilfe und dem Abschleppen anvertrauten Gegenstände;
- 4° Versicherung gegen Arbeitsunfälle für das Einsatzpersonal;
- 5° Haftpflichtversicherung für die Aufbewahrung von Fahrzeugen;
- 6° Beförderung von Insassen eines geborgenen Fahrzeugs im Abschleppwagen oder in einem anderen Firmenfahrzeug während der Ausführung der Arbeiten.

Er verfügt über eine ausreichende Anzahl von Mitarbeitern, um die Pannenhilfe effizient gewährleisten zu können.

Er setzt die Mittel und die Anzahl der Mitarbeiter entsprechend den Anforderungen des Einsatzes ein. Die Mitarbeiter verfügen über die notwendige Fachkompetenz und sind ordnungsmäßig nach den einschlägigen Rechtsvorschriften eingetragen.

Das Personal des Pannendienstes trägt bei Einsätzen auf dem betreffenden Netz eine den gesetzlichen Anforderungen entsprechende Schutzkleidung. Unbeschadet der einschlägigen Rechtsvorschriften muss diese Ausrüstung mindestens aus einer Hose und einer Jacke mit jeweils reflektierenden Elementen bestehen.

Darüber hinaus verfügen die in diesem Bereich tätigen Mitarbeiter über eine persönliche Identifikationsbescheinigung, die von der von der Verwaltung benannten Stelle ausgestellt wurde. Diese Bescheinigung ist auf Verlangen eines Bediensteten der Straßenpolizei vorzulegen.

Für Einsätze auf der Verbindungsstrecke E40-E25 in Lüttich muss das Personal des Pannendienstes zunächst an einem Besuch der Infrastruktur teilnehmen und diese eingehend kennenlernen (Merkmale, Abmessungen und Längen sowie Zufahrten und Notfallnischen usw.). Nach diesem Besuch wird dem Pannendienst vom Öffentlichen Dienst der Wallonie im Namen des Infrastrukturbetreibers SOFICO eine Bescheinigung ausgestellt. Diese Bescheinigung ist erforderlich, um auf der Verbindungsstrecke E40-E25 arbeiten zu dürfen.

Die Fahrzeuge sind ordnungsgemäß zugelassen, einer technischen Kontrolle unterzogen worden, versichert, ausgestattet und mit Borddokumenten versehen.

Alle Hebevorrichtungen, die in den Fahrzeugen eingebaut sind, werden regelmäßig von einem zugelassenen Kontrollunternehmen überprüft, das eine periodische Zulassung erteilt.

Die Fahrzeuge des Pannendienstes sind mit den für Arbeitssicherheit und Straßenreinigung erforderlichen Mindestausrüstungen und -materialien ausgestattet.

Der Pannendienst muss am Einsatzort über mindestens die folgenden Ausrüstungen verfügen:

- geeignete Feuerlöschausrüstung,
- eine Schaufel,
- ein Besen,
- zwei Säcke mit einem absorbierenden Produkt zur Beseitigung von Flüssigkeiten,
- Behälter für die Beseitigung von sonstigen Abfällen,
- eine Taschenlampe oder einen Richtstrahler,
- Schlüssel für PKW-Räder,
- ein Gurtschneider,
- mindestens 10 reflektierende, nicht faltbare und 75 cm hohe, nicht reflektierende Leitkegel,
- mindestens 10 Zusatzsignalleuchten am Boden.

Der Pannendienst verfügt mindestens über einen Abschleppwagen, der mit einem Kran mit einer Mindesthebeleistung von 3,5 Tonnen und einer Winde mit einer Seillänge von mindestens 20 m ausgestattet ist.

Der Pannendienst führt den Einsatz nur dann mit dem mit einem Kran ausgestatteten Abschleppwagen durch, wenn dies beim Aufruf durch das KIZ oder das PEREX-Zentrum ausdrücklich vereinbart wird.

In anderen Fällen arbeitet er mit einem anderen Abschleppwagen, der mit einem Kipp-Plateau mit einer Mindestnutzlast von 3,5 t, nicht aber mit einem Kran ausgestattet ist.

Bei einem Fahrzeug mit besonderen Merkmalen (Höhe/Länge) arbeitet der Pannendienst mit einem an diese Merkmale angepassten Fahrzeug. Handelt es sich um ein zweirädriges Fahrzeug muss der Abschleppwagen diese Art von Fahrzeug laden können.

Der Abschleppwagen kann anhand einer Signalvorrichtung als Markierungsfahrzeug ausgestattet werden.

Das Einsammeln von Gegenständen kann mit einem einzigen Abschleppwagen erfolgen, wenn er auch mit einer Markierung versehen ist.

Das Markierungsfahrzeug ist ein Fahrzeug, das angepasst ist, um den Einsatzort anzuzeigen. Es kann auch für das Einsammeln von Gegenständen verwendet werden. In diesem Fall muss es in der Lage sein, diese Gegenstände zu transportieren. Es kann auch für den Personentransport eingesetzt werden.

Das Markierungsfahrzeug ist an der Vorder- und Rückseite mit abwechselnd roten und weißen Streifen von mindestens 0,10 m Breite und 45° Neigung zur Senkrechten des Fahrzeugs ausgestattet.

Die Retroreflexion dieser Streifen muss mindestens der Klasse RA2 der NBN EN 12899-1 oder gleichwertig entsprechen.

Dieses Fahrzeug ist auch mit orangefarbenen Blinklichtern, einer orangefarbenen Lichtrampe und einem Lichtsignal, die den Einsatzbereich anzeigen, ausgestattet.

Je nach Ausführung des Markierungsfahrzeugs kann das Lichtsignal entweder auf dem Dach oder hinter der Fahrzeugkabine montiert werden. In jedem Fall muss der Richtungspfeil unter normalen Sichtverhältnissen in einer Entfernung von mehr als 200 m vollständig sichtbar sein.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. August 2019 zur Ausführung von Artikel 3bis des Dekrets vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 22. August 2019

Für die Regierung :
Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten,
Mobilität, Transportwesen, Gewerbegebiete und Tierschutz
C. DI ANTONIO

Anhang 3 - Tariftabelle exkl. MwSt.

Die Tariftabelle ist auf die Rechnungen anwendbar, die an die SOFICO oder an den Eigentümer des nicht durch eine Beistandsversicherung ("Assistance") gedeckten Fahrzeugs gerichtet werden.

In der Tariftabelle ist die Mehrwertsteuer nicht inbegriffen.

1. Pannenhilfe

Ein Pannenhilfe-Einsatz ist für Fahrzeuge bestimmt, die einen Unfall oder eine Panne erlitten haben, oder zurückgelassen worden sind.

Der pauschale Leistungsumfang für einen Pannenhilfe-Einsatz umfasst:

1° die Fahrt bis zum Ort der Pannenhilfe und die Rückfahrt bis zum Depot oder Gemeindedepot im Falle von zurückgelassenen Fahrzeugen;

2° die Vorgänge im Rahmen der Pannenhilfe;

3° die Zeit für das Abschleppen des Fahrzeugs einschließlich der Arbeitslohnkosten;

4° die Standzeiten der Fahrzeuge vor Ort;

5° die Zurverfügungstellung von Personal für den Empfang der Behörden und Verkehrsteilnehmer;

6° die Aufbewahrung der Schlüssel, Dokumente und Zulassungskennzeichen an einem gesicherten Ort;

7° die Lagerung des Fahrzeugs am Tag des Einsatzes des Pannendienstes;

8° die Rückgabe des Fahrzeugs;

9° die Reinigung der Straße;

10° die Beförderung der Personen und ihres Gepäcks bis zu einem vereinbarten Ort;

11° das Zahlungsausfallrisiko.

Mit Ausnahme der Fahrten bis zum Ort der Pannenhilfe und der Rückfahrt bis zum Depot oder Gemeindedepot im Falle von zurückgelassenen Fahrzeugen ist die Pauschalzeit für einen Pannenhilfe-Einsatz höchstens 60 Minuten ab der Ankunft vor Ort des ersten Fahrzeugs.

Der Pauschalbetrag, den die zugelassenen Pannendienste erhalten, beläuft sich auf 150 Euro für einen Pannenhilfe-Einsatz zwischen 7 h und 19 h von Montag bis Freitag außerhalb der Feiertage.

Für Fahrten, die die Pauschalfahrt nach Artikel 5 und 6 übertreffen, kann ein Kilometerzuschlag in Höhe von 1 Euro pro km verlangt werden. Der Kilometerzuschlag wird auf der Grundlage einer Hin- und Zurückfahrt ab dem für den Verkehrsteilnehmer günstigsten Ort nach Artikel 5 und 6 berechnet.

Für Eingriffe über die Pauschalzeit hinaus kann ein Stundenzuschlag in Höhe von 20 Euro pro angefangene Viertelstunde verlangt werden.

Für Einsätze, die zwischen 19 h und 7 h anfangen, sowie diejenigen, die an einem Samstag, Sonntag oder Feiertag stattfinden, wird der Pauschalbetrag für einen Pannenhilfe-Einsatz sowie für den Kilometer- und Stundenzuschlag um 50 % erhöht. Der Anfang des Einsatzes ist der Empfang des Telefonanrufs vom KIZ oder PEREX-Zentrum bei dem Assisteur.

Für die folgenden Elemente kann ein Zuschlag verlangt werden:

1° Fehlen einer Abschleppöse am Fahrzeug: 15 Euro;

2° Montieren eines Ersatzrads: 25 Euro;

3° Benutzung des Krans: 50 Euro;

4° Handbremse verriegelt, Türen abgeschlossen: 25 Euro;

5° keine Schlüssel: 25 Euro;

- 6° Sack Absorptionsmittel: 15 Euro pro Sack von 25 kg;
7° Abschaltung der Batterie bei Hybrid- oder Elektrofahrzeugen: 15 Euro.
Die Punkte 1 bis 5 können nicht addiert werden.

Für die Aufbewahrung des Fahrzeugs über die Pauschalzeit hinaus, d.h. für jeden Tag nach dem Tag des Pannendienst-Einsatzes kann ein Zuschlag von 15 Euro pro Tag verlangt werden. Die Tage, an denen das Fahrzeug aufbewahrt wird, werden ab dem Tag nach demjenigen, an dem das Fahrzeug abgestellt wird bis zum Tag, an dem es zurückgenommen wird, in Zeiträumen von 24 Stunden berechnet.

Wenn alle Insassen des Pannenzugs nicht im Abschleppwagen befördert werden können, kann ein Taxi-Pauschalzuschlag verlangt werden für die Beförderung dieser Personen und ihres Gepäcks bis zu den Räumlichkeiten des Pannendienstes oder zu einem sicheren Ort, wie von ihnen vereinbart, außerhalb des in Artikel 2 genannten Straßennetzes.

2. Markierung

Der pauschale Leistungsumfang für eine Markierungsaufgabe umfasst:

- 1° die Fahrt bis zum Ort der Markierung und die Rückfahrt bis zum Depot;
- 2° die Standzeiten der Fahrzeuge vor Ort;
- 3° die Markierung des Standorts;
- 4° das Zahlungsausfallrisiko.

Der pauschale Leistungsumfang umfasst nicht die Standzeiten der Fahrzeuge vor Ort über 60 Minuten hinaus.

Der Pauschalbetrag, den die zugelassenen Pannendienste erhalten, beläuft sich auf 125 Euro für eine Markierungsaufgabe, die zwischen 7 h und 19 h von Montag bis Freitag außerhalb der Feiertage beginnt.

Der Pauschalbetrag für Einsätze, die zwischen 19 h und 7 h, oder an einem Samstag, Sonntag oder Feiertag beginnen, wird auf 150 Euro festgelegt. Der Anfang des Einsatzes ist der Empfang des Telefonanrufs vom KIZ oder PEREX-Zentrum bei dem Assistenten.

Für Einsätze über die Pauschalzeit hinaus, die zwischen 7 h und 19 h von Montag bis Freitag außerhalb der Feiertage stattfinden, kann ein Zuschlag in Höhe von 20 Euro pro angefangene Viertelstunde verlangt werden.

Für Einsätze über die Pauschalzeit hinaus, die zwischen 19 h und 7 h von Montag bis Freitag sowie an einem Samstag, Sonntag oder Feiertag stattfinden, kann ein Zuschlag in Höhe von 30 Euro pro angefangene Viertelstunde verlangt werden.

3. Entfernung von Gegenständen

Der pauschale Leistungsumfang für eine Aufgabe zur Entfernung von Gegenständen umfasst:

- 1° die Fahrt bis zum Ort der Entfernung und die Rückfahrt bis zum Depot;
- 2° die Standzeiten der Fahrzeuge vor Ort;
- 3° die Vorgänge in Bezug mit der Entfernung von Gegenständen;
- 4° die Aufbewahrung an einem im Voraus festgelegten Ort.

Mit Ausnahme der Fahrten bis zum Ort der Entfernung des bzw. der Gegenstände und der Rückfahrt bis zum Depot ist die Pauschalzeit für eine Aufgaben zur Entfernung von Gegenständen höchstens 60 Minuten vor Ort ab der Ankunft vor Ort des ersten Fahrzeugs.

Der Pauschalbetrag, den die zugelassenen Pannendienste erhalten, beläuft sich auf 110 Euro für eine Aufgabe zur Entfernung von Gegenständen, die zwischen 7 h und 19 h von Montag bis Freitag außerhalb der Feiertage beginnt.

Der Pauschalbetrag für Einsätze, die zwischen 19 h und 7 h, oder an einem Samstag, Sonntag oder Feiertag beginnen, wird auf 135 Euro festgelegt. Der Anfang des Einsatzes ist der Empfang des Telefonanrufs vom KIZ oder PEREX-Zentrum bei dem Assistenten.

Für Einsätze über die Pauschalzeit hinaus, die zwischen 7h und 19 Uhr von Montag bis Freitag außerhalb der Feiertage stattfinden, kann ein Zuschlag in Höhe von 20 Euro pro angefangene Viertelstunde verlangt werden.

Für Einsätze über die Pauschalzeit hinaus, die zwischen 19 h und 7 h von Montag bis Freitag sowie an einem Samstag, Sonntag oder Feiertag stattfinden, kann ein Zuschlag in Höhe von 30 Euro pro angefangene Viertelstunde verlangt werden.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. August 2019 zur Ausführung von Artikel 3bis des Dekrets vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 22. August 2019

Für die Regierung :
Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten,
Mobilität, Transportwesen, Gewerbegebiete und Tierschutz
C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/205602]

22 AUGUSTUS 2019. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van artikel 3bis van het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein, artikel 3bis, ingevoegd bij het decreet van 20 december 2018;

Gelet op het decreet van 20 december 2018 tot wijziging van het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein, artikel 2;

Gelet op het verslag van 13 mei 2019 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 15 juli 2017;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting,

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 66.300/4, gegeven op 1 juli 2019, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Openbare Werken;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen*

Afdeling 1. — Begripsomschrijvingen en toepassingsgebied

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° het decreet van 19 maart 2009 : het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein;

2° de Minister : de Minister bevoegd voor de openbare werken;

3° de Administratie : de diensten van de Waalse Overheidsdienst Mobiliteit en Infrastructuur;

4° de hulpverlener : de verzekeringsmaatschappij of de automobielclub gespecialiseerd in de hulpverlening en repatriëring van de gebruikers en van hun voertuigen;

5° de Wegpolitie : de Directie Wegpolitie van het Directoraat-generaal van de administratieve politie van de Federale politie;

6° de SOFICO : de "Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures" (Waalse Maatschappij voor de aanvullende financiering van de infrastructuren);

7° het CIC : het communicatie- en informatiecentrum van de Federale politie;

8° het PEREX-centrum : het centrum belast met de permanente exploitatie van het Waalse autosnelweg- en wegennet.

Art. 2. Het hulpverleningssysteem bedoeld in artikel 3*bis* van het decreet van 19 maart 2009 heeft betrekking op de wegen en snelwegen vermeld op de lijst in bijlage 1.

De takelbedrijven en hun personeel die ter plaatse interventies uitvoeren die niet over de geldige SIABIS+-erkenning beschikken, mogen niet op dit netwerk tussenkomen.

Afdeling 2. — SIABIS+-platform

Art. 3. De interventies voor het takelen van voertuigen met een maximaal toegelaten massa van minder dan 3,5 ton en het weghalen van voorwerpen die het verkeer belemmeren worden enkel uitgevoerd via het enig SIABIS+-platform.

Dit platform is een IT-instrument die door de hulpverleners ter beschikking van de overheid gesteld worden. Het maakt het organiseren van snelle interventies op het netwerk mogelijk door de aanstelling van een hulpverlener die de takelopdracht aan een takelbedrijf toevertrouwt die over de SIABIS+-erkenning beschikt in de buurt van de plaats van de interventie.

Dit platform is een open dienstverlening, in die zin dat elke hulpverlener zijn toetreding kan aanvragen op voorwaarde dat hij bijstand verleent aan gebruikers en hun voertuigen op het ganse in artikel 2 bedoelde wegennet.

Afdeling 3. — Aanrijtijden op de plaats van interventie

Art. 4. De opdracht start vanaf het moment dat een operator van het CIC of het PEREX-centrum de hulpverlener opbelt.

Het door de hulpverlener gecontacteerde takelbedrijf geeft onmiddellijk aan of het al dan niet beschikbaar is.

De hulpverlener geeft de opdracht aan een beschikbaar takelbedrijf dat zich dichtbij de plaats van de interventie bevindt en dat ter plaatse de omschreven opdracht uitvoert.

Behalve in uitzonderlijke omstandigheden die gemotiveerd dienen te worden, bedraagt de maximumtermijn waarin de eerste interventievoertuig op de plaats van de interventie moet toekomen 25 minuten, vanaf de ontvangst van de oproep van het CIC of het PEREX-centrum door de hulpverlener. Indien een tweede interventievoertuig nodig is, mag dit tweede interventievoertuig niet later toekomen dan 40 minuten na de ontvangst van de oproep van het CIC of het PEREX-centrum door de hulpverlener.

Die termijnen zijn niet van toepassing wat betreft de evacuatie van de voertuigen die zich binnen rustzones of parkeerterreinen bevinden.

Het takelbedrijf stelt het PEREX-centrum in kennis van zijn aankomst op de plaats van de interventie en van zijn vertrek zodra de interventie voltooid is, overeenkomstig de door de Minister of zijn afgevaardigde bepaalde modaliteiten.

Afdeling 4. — Types opdrachten

Art. 5. Wanneer het voertuig met pech door het SIABIS+-systeem geïdentificeerd wordt, voert het takelbedrijf de takelopdracht overeenkomstig de geldende overeenkomsten met de hulpverleners uit.

In de andere gevallen zal het takelbedrijf zorgen voor de inzittenden van het voertuig waarvoor het takelen geregeld wordt en hun bagage. Het voertuig wordt met de instemming van de geholpen persoon overgebracht naar:

1° de opslagplaats van het takelbedrijf;

2° de eerstvolgende afrit van de autosnelweg of soortgelijke weg, op een veilige plaats die aan de voorschriften van de Wegcode voldoet;

3° een dichtstbijzijnde veilige plaats die aan de voorschriften van de Wegcode voldoet;

4° een andere plaats die de geholpen persoon mits toeslag verzocht heeft.

Het takelbedrijf zorgt voor de reiniging van de weg, ook in geval van verlies van olie of andere vloeistoffen. Indien zijn uitrusting onvoldoende is, verwittigt het bedrijf onmiddellijk het PEREX-centrum.

Voor dit type interventie kan de ter plaatse aanwezige Wegpolitie een signalisatievoertuig aanvragen om de interventiezone te beveiligen.

Het takelbedrijf biedt gebruikers sanitaire voorzieningen met toiletten en een wastafel die schoon zijn.

Het takelbedrijf is toegankelijk tijdens de normale kantooruren voor klanten en politiediensten, met name voor de teruggave van voertuigen en voorwerpen.

Art. 6. Wanneer het verongelukte voertuig door het SIABIS+-systeem geïdentificeerd wordt, voert het takelbedrijf de takelopdracht overeenkomstig de geldende overeenkomsten met de hulpverleners uit.

In de andere gevallen wordt het voertuig naar de opslagplaats van het takelbedrijf overgebracht.

Het takelbedrijf verwijdert het puin en de accessoires die uit het voertuig zijn gevallen.

Het takelbedrijf zorgt voor de reiniging van de weg, ook in geval van verlies van olie of andere vloeistoffen. Indien zijn uitrusting onvoldoende is, verwittigt het bedrijf onmiddellijk het PEREX-centrum.

Voor dit type interventie wordt een signalisatievoertuig systematisch aangevraagd om de interventiezone te beveiligen, behoudens andersluidend advies van de ter plaatse aanwezige Wegpolitie.

Het takelbedrijf zorgt voor de ongedeerde inzittenden van het voertuig waarvoor het takelen geregeld wordt. Ze worden met hun instemming overgebracht naar:

1° het depot van het takelbedrijf;

2° de eerstvolgende afrit van de autosnelweg of soortgelijke weg, op een veilige plaats die aan de voorschriften van de Wegcode voldoet;

3° een dichtstbijzijnde veilige plaats die aan de voorschriften van de Wegcode voldoet;

4° een andere plaats die de geholpen persoon mits toeslag verzocht heeft.

Het takelbedrijf biedt gebruikers sanitaire voorzieningen met toiletten en een wastafel die schoon zijn.

Het takelbedrijf is toegankelijk tijdens de normale kantooruren voor klanten en politiediensten, met name voor de teruggave van voertuigen en voorwerpen.

Art. 7. Het ophalen van voorwerpen bestaat uit de evacuatie van ladingsverliezen of voorwerpen op de rijbaan waarvan het volume niet hoger is dan 1 m³. Dit geldt niet voor de verwijdering van krengen van dieren.

Wanneer het voorwerp te groot of te zwaar is om vervoerd te worden of wanneer de uitrusting onvoldoende is, verwittigt het takelbedrijf onmiddellijk het PEREX-centrum en vervult het zijn signalisatieopdracht.

Voor dit type interventie kan de ter plaatse aanwezige Wegpolitie een signalisatievoertuig aanvragen om de interventiezone te beveiligen.

Het takelbedrijf zorgt voor de reiniging van de weg.

Het takelbedrijf legt de opgehaalde voorwerpen aan de eerstvolgende afrit weg. Deze opslag vindt op gepaste wijze plaats zodat de voorwerpen op een veilige plaats liggen en niet het risico lopen weer op de rijbaan te liggen.

Zodra de voorwerpen weggelegd zijn brengt het takelbedrijf het PEREX-centrum daarvan op de hoogte met het oog op de evacuatie van de voorwerpen door de wegbeheerder.

Art. 8. De bewegwijzering komt overeen met de aanwezigheid ter plaatse van een signalisatievoertuig dat naast of onafhankelijk van de takelwagen of in geval van een operationele noodsituatie aangevraagd is.

Het gemachtigd takelbedrijf stuurt het signalisatievoertuig binnen 25 minuten ter plaatse. Krachtens de bepalingen van artikel 4 is het signalisatievoertuig normaliter het voertuig dat het eerste op de plaats van de interventie toekomt.

Het signalisatievoertuig vertrekt enkel wanneer de opdrachten met betrekking tot signalisatie, takelen, evacuatie van de verongelukte voertuigen en van voorwerpen volbracht zijn.

Wanneer de Wegpolitie ter plaatse is mag het signalisatievoertuig enkel na diens toestemming vertrekken.

De Wegpolitie kan de operationele hoogdringendheid invoeren wanneer de situatie aan de volgende criteria voldoet:

1° het voorval is het onderwerp van ten minste één ernstige melding met relevante risico's voor de personen en waarvoor geen nummerplaat van een betrokken voertuig op het moment van de oproep doorgegeven kan worden;

2° het voorval leidt ofwel tot het verhinderen van een of meer rijstroken, waarbij de pechstrook niet inbegrepen is, door een of meer geïmmobiliseerde voertuigen, ofwel tot de aanwezigheid van voertuigen die in de verkeerde richting van de rijbaan zijn geïmmobiliseerd, waarbij de pechstrook inbegrepen is;

3° geen ploeg van de Wegpolitie kan binnen 25 minuten ter plaatse toekomen, te rekenen vanaf het toekennen van een opdracht door het CIC, met betrekking tot dit voorval, aan een ploeg van de Wegpolitie.

De opdracht wordt in dat geval toegekend krachtens de modaliteiten betreffende een voertuig dat door het SIABIS+-systeem niet geïdentificeerd wordt.

Art. 9. Achtergelaten voertuigen die geen voorwerp zijn van een vordering, worden geëvacueerd naar het depot van de gemeente waar het goed werd gevonden overeenkomstig de wet van 30 december 1975 betreffende de goederen, buiten particuliere eigendommen gevonden of op de openbare weg geplaatst ter uitvoering van vonnissen tot uitzetting.

Na een ter plaatse uitgevoerde controle door de Wegpolitie, verzoekt het CIC of de Administratie de evacuatie van het achtergelaten voertuig via het SIABIS+-platform, vóór 10 uur, van maandag tot en met vrijdag behalve op feestdagen, met vermelding van het depot. Het aangeduide takelbedrijf zorgt ervoor om het voertuig te verwijderen en om het op dezelfde dag binnen de openingstijden naar het gemeentelijk depot over te brengen.

Indien de ligging van het achtergelaten voertuig als een gevaarlijke plaats beschouwd wordt, kan de Wegpolitie het verwijderen van het voertuig verzoeken krachtens dezelfde procedure als die voor de voertuigen met pech of de verongelukte voertuigen.

Als het gemeentelijk depot gesloten is, wordt het voertuig dan naar het depot van het takelbedrijf weggebracht en op de eerstvolgende werkdag overgebracht naar het gemeentelijk depot. In dat geval is de tweede handeling ook betalend.

Afdeling 5. — Verbintenissen

Art. 10. De hulpverleners en de takelbedrijven voldoen aan de in bijlage 2 vermelde vereisten. Deze bijlage wordt op de website van de Administratie bekendgemaakt.

De takelbedrijven passen de wettelijke beginselen en interventiemodaliteiten toe die zij tijdens de in artikel 13, vierde lid, en artikel 14, § 3 bedoelde informatiesessies aangeleerd hebben.

Afdeling 6. — Facturering

Art. 11. De hulpverleners en de takelbedrijven passen de in bijlage 3 omschreven tarieven, exclusief belasting over de toegevoegde waarde, toe in geval van een voertuig met pech of een verongelukte voertuig dat niet door een bijstandsverzekering gedekt wordt, in geval van een achtergelaten voertuig, bewegwijzering en verwijderen van voorwerpen op het in artikel 2 bedoelde wegennet.

De factuur voor de takelkosten wordt naar de bestuurder van het verongelukte of voertuig met pech gestuurd. De signalisatiekosten worden verhoudingsgewijs onder de bestuurders van alle betrokken voertuigen verdeeld.

De facturen met betrekking tot de achtergelaten voertuigen en het verwijderen van voorwerpen worden naar de SOFICO gestuurd.

Vanaf 1 januari 2021 en om de twee jaar bepaalt de Minister de bedragen van de tarievenrooster in functie van de evolutie van de brandstof-, arbeids-, verzekerings- en voertuigskosten.

De Minister of diens afgevaardigde bepaalt de facturatiemodaliteiten, inclusief de interventieverslagen en de bijkomende informatie nodig voor de traceerbaarheid en de verificatie van de goede uitvoering van de interventie.

Afdeling 7. — Opvolgingscomité

Art. 12. Het opvolgingscomité is verantwoordelijk voor de coördinatie en de opvolging van de activiteiten alsook het onderzoek van de vastgestelde tekortkomingen en inbreuken.

Het opvolgingscomité bestaat uit een vertegenwoordiger van elke hieronder vermelde entiteit:

- 1° één vertegenwoordiger per hulpverlener;
- 2° één vertegenwoordiger van de Beroepsvereniging van de Verzekeringsondernemingen ASSURALIA;
- 3° één vertegenwoordiger van de federatie van de autosector en de aanverwante sectoren TRAXIO;
- 4° één vertegenwoordiger van de Wegpolitie;
- 5° één vertegenwoordiger van de SOFICO;
- 6° één vertegenwoordiger van de Administratie.

De vertegenwoordiger van elke entiteit wordt op voorstel van de entiteit door de Minister aangewezen.

Dit comité vergadert eenmaal per kwartaal of op verzoek van één van zijn leden. De beslissingen, inclusief de voorstellen tot sanctie, worden bij meerderheid van de stemmen van de aanwezige leden genomen. De Administratie is belast met het secretariaat van dit comité.

Het opvolgingscomité stelt zijn huishoudelijk reglement op.

HOOFDSTUK II. — *SIABIS+-erkenning*

Art. 13. De Minister verleent een SIABIS+-erkenning aan de takelbedrijven die op het in artikel 2 bedoelde wegennet actief zijn.

Om de SIABIS+-erkenning te krijgen voldoet het takelbedrijf aan de sociale en fiscale verplichtingen en aan de verplichtingen om gedekt te worden door een verzekering burgerrechtelijke aansprakelijkheid met betrekking tot de exploitatie van takel- en sleepverrichtingen, signalisatie, vervoer van voorwerpen, exploitatie van een bewakingsdienst voor voertuigen, vervoer van de inzittenden van getakelde voertuigen alsook de dekking van arbeidsongevallen van zijn personeel in dienst.

Het bedrijf kan bewijzen dat het over de uit te voeren middelen beschikt overeenkomstig artikel 10, lid 1, en dat het over de nodige beroepsbekwaamheid beschikt.

Het personeel dat op het terrein in actie komt, beschikt altijd over zijn attest met persoonsgegevens afgegeven door een instelling aangewezen door de Administratie. Dit attest dient op verzoek van eender welke Wegpolitieagent worden voorgelegd.

Art. 14. § 1. Het takelbedrijf dient per aangetekende brief zijn aanvraag tot SIABIS+-erkenning in bij de Administratie.

De erkenningsaanvraag omvat de volgende vermeldingen:

- 1° de naam en contactgegevens van de aanvrager;
- 2° in het geval van een rechtspersoon, zijn precieze identificatie, zijn status en het adres van de griffie van de Ondernemingsrechtbank waar het dossier van de rechtspersoon ingediend is;
- 3° de titels, kwalificaties en referenties van de aanvrager en van het personeel dat door een arbeidsovereenkomst met hem is verbonden en van eventuele onderaannemers;
- 4° de technische middelen waarover de aanvrager beschikt alsook de conformiteitsattesten van die middelen;
- 5° de hulpverlener voor wie het aangewezen wordt om takelverrichtingen uit te voeren op het in artikel 2 bedoelde wegennet.

§ 2. Binnen twintig dagen na ontvangst van het verzoek overeenkomstig paragraaf 1 stelt de Administratie de aanvrager in kennis van het volgende, hetzij:

- 1° de ontvankelijkheid en de volledigheid van zijn aanvraag;
- 2° de onontvankelijkheid van de erkenningsaanvraag, wanneer deze onvolledig of niet conform is.

In het in lid 1, 2°, bedoelde geval vermeldt het schrijven de inlichtingen en documenten die ontbreken om de aanvraag volledig en conform te maken. De aanvrager beschikt over twintig dagen vanaf de datum van ontvangst van het schrijven met vermelding van de ontbrekende inlichtingen en documenten om de Administratie de aanvullende informatie te verstrekken.

De termijnen worden tijdens de perioden van 16 juli tot 15 augustus en van 24 december tot 2 januari opgeschort.

§ 3. Binnen negentig dagen na de verzending van de kennisgeving van de ontvankelijkheid van de aanvraag roept de Administratie de aanvrager en zijn personeel dat op het terrein werkzaam is op voor de informatievergadering die door een door de Administratie aangewezen instelling georganiseerd wordt. Die termijn wordt tijdens de perioden van 16 juli tot 15 augustus en van 24 december tot 2 januari opgeschort.

Een individueel attest wordt aan elke deelnemer van die informatiesessie door die door de Administratie aangewezen instelling overhandigd.

Tijdens de informatiesessie of op enig ander tijdstip controleert die door de Administratie aangewezen instantie het materiaal en de conformiteit ervan met betrekking tot bijlage 2.

§ 4. Binnen honderdtwintig dagen na verzending van de kennisgeving van de ontvankelijkheid van de aanvraag stelt de Minister de aanvrager in kennis van zijn besluit om al dan niet de SIABIS+-erkenning toe te kennen. Die termijn wordt tijdens de perioden van 16 juli tot 15 augustus en van 24 december tot 2 januari opgeschort.

De lijst van de SIABIS+-erkenningen wordt op de website van de Administratie bekendgemaakt.

Art. 15. Indien één van de elementen vermeld in de erkenningsaanvraag gewijzigd wordt, stelt de houder van de erkenning de Administratie onmiddellijk daarvan in kennis.

Art. 16. De erkenning mag niet overdragen worden maar kan gewijzigd, ingetrokken of opgeschort worden in de volgende gevallen:

1° in voorkomend geval wanneer één van de in de erkenningsaanvraag vermelde elementen gewijzigd is;

2° wanneer de erkenningscriteria niet meer vervuld zijn;

3° wanneer de kwaliteit van de interventies van de houder van de erkenning ontoereikend is en het voorwerp is geweest van een verslag dat door de ambtenaren van de Administratie of de Wegpolitie behoorlijk opgesteld is.

HOOFDSTUK III. — *Tekortkomingen, inbreuken, klachten en sancties*

Art. 17. § 1. Alle tekortkomingen en inbreuken maken het voorwerp van een progressieve sanctie uit, gaande van een waarschuwing tot een tijdelijke of permanente schorsing alsook een boete overeenkomstig artikel 5, § 1, 2°, van het decreet van 19 maart 2009.

De cumulatie van tekortkomingen, inbreuken en sancties is mogelijk.

De sancties zijn de volgende :

Tekortkomingen en inbreuken	Sancties
Niet-naleving van het vereiste materiaal	1° een waarschuwing van de Minister of zijn afgevaardigde aan het takelbedrijf en de eis om de situatie binnen de week recht te zetten; 2° een schorsing van 3 maanden van het takelbedrijf door de Minister of zijn afgevaardigde indien dezelfde overtreding binnen 6 maanden vastgesteld wordt; 3° een definitieve schorsing van het takelbedrijf door de Minister of zijn afgevaardigde in geval van recidive.
Strafbaar feit	Naast het feit dat de Wegpolitie voor het misdrijf in kwestie een proces-verbaal opmaakt: 1° een waarschuwing van de Minister of zijn afgevaardigde aan het takelbedrijf; 2° een schorsing van 3 maanden van het takelbedrijf door de Minister of zijn afgevaardigde indien dezelfde overtreding binnen 6 maanden vastgesteld wordt; 3° een definitieve schorsing van het takelbedrijf door de Minister of zijn afgevaardigde in geval van recidive.
Niet nageleefde tarievenrooster	1° de onmiddellijke terugbetaling van de klant door het takelbedrijf en een waarschuwing van de Minister of zijn afgevaardigde aan het takelbedrijf; 2° de onmiddellijke terugbetaling van de klant en een schorsing van 3 maanden van het takelbedrijf door de Minister of zijn afgevaardigde indien dezelfde overtreding binnen 6 maanden vastgesteld wordt; 3° de onmiddellijke terugbetaling van de klant en een definitieve schorsing van het takelbedrijf door de Minister of zijn afgevaardigde in geval van recidive.
Niet-naleving van de andere bepalingen van dit besluit en van de door de Minister of zijn afgevaardigde bepaalde modaliteiten	1° een waarschuwing van de Minister of zijn afgevaardigde aan het takelbedrijf; 2° een boete of een schorsing van 3 maanden van het takelbedrijf door de Minister of zijn afgevaardigde indien dezelfde overtreding binnen 6 maanden vastgesteld wordt; 3° een definitieve schorsing van het takelbedrijf door de Minister of zijn afgevaardigde in geval van recidive.

Tekortkomingen en inbreuken	Sancties
Handelingen van een takelwagen die geen SIABIS+-erkenning heeft op het betrokken wegnennet	Uitsluiting van het takelbedrijf van het in artikel 2 bedoelde wegnennet en een boete van 1.500 euro voor het betrokken takelbedrijf.

§ 2. Indien de Minister, zijn afgevaardigde of de domaniale politieagent voornemens is op basis van het verslag van het in artikel 12 bedoelde opvolgingscomité een sanctie toe te passen, stelt hij de betrokken natuurlijke persoon via het takelbedrijf dat hem in dienst heeft of het betrokken takelbedrijf zelf in kennis van een bericht dat in voorkomend geval verzegeld gaat van een afschrift van het verslag van het opvolgingscomité, met vermelding van:

1° de feiten waarvoor hij overweegt een boete op te leggen;

2° een uittreksel van de overtreden bepalingen;

3° de sanctie die hij voornemens is op te leggen;

4° het feit dat de betrokken natuurlijke persoon of het betrokken takelbedrijf het recht heeft om:

a) binnen vijftien dagen na ontvangst van de kennisgeving per aangetekende brief zijn verweermiddelen schriftelijk in te dienen;

b) binnen dezelfde termijn per aangetekende brief vragen om zijn verweermiddelen mondeling te kunnen voorleggen;

c) zich door een raadsman te laten vertegenwoordigen of bijstaan;

d) zijn dossier te raadplegen.

Als de betrokken natuurlijke persoon of het betrokken takelbedrijf vraagt om zijn/haar verweermiddelen mondeling voor te leggen, stelt de Administratie hem/haar in kennis van de plaats, de dag en het tijdstip waarop hij/zij zal worden gehoord. Deze hoorzitting vindt ten vroegste plaats vijftien dagen na de datum van ontvangst van de kennisgeving.

Er wordt proces-verbaal van het verhoor opgemaakt door de ambtenaar bedoeld in artikel 9, § 1, van het decreet van 19 maart 2009. Bij dit proces-verbaal worden eventuele geschillen vermeld.

Na het verstrijken van de termijn van twintig dagen na de voor de hoorzitting vastgestelde datum, rekening houdend met de eventuele schriftelijke of mondelinge verweermiddelen, neemt de Minister of zijn afgevaardigde de volgende beslissing, hetzij:

1° de oorspronkelijk geplande sanctie opleggen;

2° een minder zware sanctie opleggen;

3° geen sanctie opleggen.

De beslissing van de Minister of zijn afgevaardigde wordt bij aangetekende brief aan de betrokken natuurlijke persoon of het betrokken takelbedrijf meegedeeld.

Art. 18. Indien er zich een probleem voordoet bij de uitvoering van dit besluit kan elke gebruiker een klacht per aangetekende brief bij de Administratie indienen.

Om ontvankelijk te zijn dient de klacht de omstandigheden van de interventie en de redenen voor het ongenoegen te vermelden.

De Administratie beschikt over een termijn van zestig dagen na ontvangst van de klacht om haar beslissing aan de klager mee te delen.

Die termijn wordt tijdens de perioden van 16 juli tot 15 augustus en van 24 december tot 2 januari opgeschort.

De Administratie behandelt de klachten van de gebruikers rekening houdend met de informatie van de SOFICO, de Wegpolitie, de betrokken hulpverleners en takelbedrijven.

HOOFDSTUK IV. — SLOTBEPALINGEN

Art. 19. Het decreet van 20 december 2018 tot wijziging van het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein treedt in werking op dezelfde datum als dit besluit.

Art. 20. De Minister tot wiens bevoegdheden de openbare werken behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 22 augustus 2019.

Voor de Regering :
De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,
C. DI ANTONIO

Eerste bijlage. Lijst van de wegen waaruit het SIABIS+-netwerk bestaat

- A3 tussen Hélécine en Lichtenbusch (Duitse grens), van KP 44,2 tot 134,5;
- A4 tussen Rosières en Sterpenich (Luxemburgse grens), van KP 13,5 tot 187,8;
- A7 tussen de R0 te Haut-Ittre en Hensies (Franse grens), van KP 17,6 tot 78,2;
- A8 tussen Rebecq en Lamain (Franse grens), van KP 7,7 tot 76,7;
- A13 tussen Boirs en Vottem, agglomeratiegrens, van KP 100,2 tot 111,4;
- A15 tussen Luik en Le Roeulx, van KP 0 tot 102,4;
- A16 tussen Hautrage en Doornik, van KP 0 tot 35,9;

- A17 tussen Marquain en Moeskroen, van KP 0 tot 17,5;
- A25 tussen Visé en Luik, van KP 0 tot 15,5;
- A26 tussen Luik en Neufchâteau, van KP 0 tot 102,5;
- A27 tussen Battice en Steinebrück (Duitse grens), van KP 0 tot 61,4;
- A28 tussen de RN81 en Aubange (Franse grens), van KP 11,6 tot 14,7;
- A54 tussen Petit-Roeulx en Charleroi, van KP 0 tot 23,2;
- A501 tussen de A7 en de A15, van KP 0 tot 5,6;
- A503 tussen de R9 en de R3, van KP 0 tot 3,5;
- A601 tussen de A13 en de A3, van KP 0 tot 4,7;
- A602 tussen de A3 en de A26, van KP 0 tot 13,3;
- A604 tussen Bierset en Seraing, van KP 0,3 tot 5,1;
- B501 te Bergen, van KP 0 tot 2;
- B601 te Spa, van KP 0,1 tot 1,8;
- B602 te Tilff, van KP 0,1 tot 1,7;
- R0 tussen Haut-Ittre en Waterloo, van KP 0 tot 12,4;
- R0 tussen Tubeke en Haut-Ittre, van KP 71,4 tot 75,7;
- R3 van KP 0 tot 32,7;
- R5 oost te Bergen, van KP 0 tot 3,6;
- R5a west te Bergen, van KP 0 tot 10,7;
- R9 te Charleroi, van KP 0 tot 5,2;
- RN4 tussen Gembloux en Aarlen, van KP 33,5 tot 55,1 en van KP 65,1 tot 178, behalve de agglomeratie van Namen en het doorkruisen van Tenneville, van KP 122,9 tot 126,2, van Martelange, van KP 159,9 tot 164,8, en van Aarlen, van KP 178 tot de Luxemburgse grens;
- RN5 tussen Les-Bons-Villers en de agglomeratie van Couvin, van KP 59,4 tot 92,7;
- RN25 tussen Grez-Doiceau, behalve de rotonde van Comte d'Ursel, en Nijvel, behalve de rotonde RN25 - RN93 - R24, van KP 17,2 tot 45,25, inclusief de toegangen maar behalve de rotondes RN25 - RN4 te Waver en te Mont-Saint-Guibert en de verkeerswisselaar RN25 - RN238;
- RN25a tussen de A4, inclusief de verkeerswisselaar, en de rotonde RN4 - behalve de RN25a, van KP 0 tot 1,1;
- RN52 te Antoing, van KP 2 tot 5,2;
- RN54 tussen de R3, inclusief de verkeerswisselaar, en het kruispunt RN54 - behalve de RN59, van KP 0 tot 5,1;
- RN55 tussen de A7, inclusief de verkeerswisselaar, en het kruispunt RN55 - behalve de RN27, van KP 22,7 tot 29,8;
- RN59 van KP 0 tot 18,7;
- RN60 van KP 43,5 tot 51,3;
- RN81 tussen de A4 en Aubange (Franse grens), van KP 2,6 tot 11,7;
- RN89 tussen de A4 en de "Barrière de Champlon", van KP 30 tot 57,4;
- RN90 tussen de R3, inclusief de verkeerswisselaar, en behalve de rotonde Monceau, van KP 29,1 tot 31,5;
- RN90 tussen de R9, inclusief de verkeerswisselaar, en het kruispunt RN922 - behalve de RN90, van KP 35,2 tot 61,7;
- RN97 tussen Onhay, behalve het kruispunt RN97 - RN936, en Ciney, behalve de rotonde RN97 - RN949, van KP 22 tot 43;
- RN98 tussen Fosses-la-Ville, behalve het kruispunt RN98 - RN922, en Ligny, behalve het kruispunt RN98 - RN29, van KP 0 tot 15,6;
- RN552 van KP 7,5 tot 10,5;
- RN568 van KP 4,3 tot 10,3.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 augustus 2019 tot uitvoering van artikel 3bis van het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein.

Namen, 22 augustus 2019.

Voor de Regering :
De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,
C. DI ANTONIO

Bijlage 2. Vereiste voorwaarden

Het takelbedrijf leeft de regelgevingen na en voldoet aan zijn fiscale verplichtingen.

Het heeft de volgende verzekeringen afgesloten:

- 1° B.A. voor de exploitatie van takel- en sleepverrichtingen;
- 2° B.A. voor de signalisatie en het weghalen van voorwerpen;
- 3° B.A. voor de toevertrouwde voorwerpen bij takel- en sleepverrichtingen;
- 4° Arbeidsongeval voor het interventieteam;
- 5° B.A. voor de exploitatie van een bewakingsdienst voor voertuigen;
- 6° vervoer van inzittenden van getakelde voertuigen in de takelwagens of in elk ander bedrijfsvoertuig tijdens de uitvoering van de werkzaamheden.

Het bedrijf beschikt over voldoende personeelsleden om efficiënte takelverrichtingen te kunnen uitvoeren.

Het gebruikt de gepaste middelen en doet een beroep op het gepast aantal werknemers voor de behoeften van de interventie. De medewerkers beschikken over de nodige vakbekwaamheid en worden regelmatig geregistreerd in overeenstemming met de relevante wettelijke voorschriften.

De personeelsleden van het takelbedrijf dragen de veiligheidskleding die aan de wettelijke voorschriften voldoet om de interventies op het betrokken netwerk uit te voeren. Onverminderd de wetgeving die van toepassing is bestaat deze kleding uit ten minste een broek en een jas, die elk voorzien zijn van retroreflecterende elementen.

Het personeel dat op het terrein in actie komt, beschikt bovendien over een attest met persoonsgegevens afgegeven door de instelling aangewezen door de Administratie. Dit attest dient op verzoek van eender welke Wegpolitieagent worden voorgelegd.

Om interventies in de verbinding E40-E25 te Luik uit te voeren moeten de personeelsleden van het takelbedrijf eerst aan een bezoek van het kunstwerk deelnemen en het grondig kennen (kenmerken, afmetingen, lengtes, toegangswegen, vluchtnissen,...). Na afloop van dit bezoek zal de Waalse Overheidsdienst een attest uitreiken aan het takelbedrijf in naam van de infrastructuurbeheerder SOFICO. Dit attest is noodzakelijk om in de verbinding E40-E25 interventies te mogen uitvoeren.

De voertuigen voldoen aan de vereisten qua registratie, technische controle, verzekeringen, uitrusting en boorddocumenten.

Alle op voertuigen gemonteerde hefwerktuigen worden regelmatig gecontroleerd door een erkend controlebedrijf dat een periodieke goedkeuring toekent.

De voertuigen van het takelbedrijf zijn uitgerust met de minimale uitrusting en materiaal die nodig zijn voor de veiligheid van de werkzaamheden en de reiniging van de rijbaan.

Op de plaats van elke interventie beschikt het takelbedrijf tenminste over de volgende uitrusting:

- geschikte brandblusapparaten,
- een schop,
- een borstel,
- twee zakken met absorberend product voor het verwijderen van vloeistoffen,
- containers voor de verwijdering van diverse afvalstoffen,
- een zaklantaarn of een gerichte projector,
- sleutels voor personenwagenwielen,
- een gordelsnijder,
- tenminste 10 niet inklapbare en 75 cm hoge reflecterende verkeerskegels,
- tenminste 10 aanvullende signaallichten voor de grond.

Het takelbedrijf beschikt tenminste over een takelwagen uitgerust met een kraan met een minimale hefvermogen van 3,5 ton en met een lier met een kabellengte van minstens 20 meter.

Het takelbedrijf gebruikt de takelwagen uitgerust met een kraan enkel en alleen wanneer dit expliciet verzocht wordt bij het oproep van het CIC of het PEREX-centrum.

In de andere gevallen gebruikt het een andere takelwagen uitgerust met een kantelplatform met een minimale laadvermogen van 3,5 ton, maar zonder kraan.

In het geval van een voertuig met speciale kenmerken (hoogte/lengte), gebruikt het een voertuig aangepast aan deze kenmerken. In het geval van een tweewielig voertuig moet het takelwagen dit type voertuig kunnen laden.

Het takelwagen kan uitgerust worden om als signalisatievoertuig gebruikt te worden.

Het weghalen van voorwerpen kan door middel van die ene takelwagen uitgevoerd worden als die ook als signalisatievoertuig uitgerust is.

Het signalisatievoertuig is een aangepast voertuig dat gebruikt wordt om de plaats van het takelen aan te duiden. Het kan ook voor het weghalen van voorwerpen gebruikt worden. In dat geval moet het ook voorwerpen kunnen vervoeren. Het kan ook voor het vervoer van personen gebruikt worden.

Het signalisatievoertuig moet aan de voor- en achterzijde voorzien zijn van afwisselend rode en witte strepen van tenminste 0,10 m breed, in een hoek van 45° ten opzichte van de verticale as van het voertuig.

De retroreflectie van die strepen moet tenminste voldoen aan de klasse RA2 van de norm NBN EN 12899-1 of gelijkwaardig.

Dit voertuig is ook uitgerust met knipperende oranje lichten, een lichtbalk met oranje lichten en een lichtgevend verkeersbord dat de interventiezone aankondigt.

Afhankelijk van het ontwerp van het signalisatievoertuig kan het verkeersbord op het dak of achter de cabine worden gemonteerd. In ieder geval moet de richtingspijl bij normaal zicht op meer dan 200 m volledig zichtbaar zijn.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 augustus 2019 tot uitvoering van artikel 3bis van het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegedomein.

Namen, 22 augustus 2019.

Voor de Regering :
De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,
C. DI ANTONIO

Bijlage 3. Tarievenrooster excl. BTW

De tarievenrooster is van toepassing op de facturen gericht aan de SOFICO of aan de eigenaar van het voertuig dat niet gedekt wordt door een bijstandsverzekering.

De tarievenrooster is exclusief BTW.

1. Takelverrichting

Het takelen is bestemd voor de verongelukte voertuigen, voertuigen met pech of de achtergelaten voertuigen.

Het forfaitair bedrag voor een takelverrichting omvat de volgende elementen:

1° de verplaatsingen naar de plaats van de takelverrichting en terug naar het depot of het gemeentedepot in het geval van achtergelaten voertuigen;

2° de takelverrichtingen;

3° de nodige tijd voor het takelen van het voertuig, inclusief de kosten van de arbeidskracht;

- 4° de immobilisatie ter plaatse;
- 5° de terbeschikkingstelling van het personeel voor de opvang van de overheden en gebruikers;
- 6° de bewaring van de sleutels, documenten en inschrijvingsmerktekens op een beveiligde plaats binnen het bedrijf;
- 7° het stallen van het voertuig op de dag van het takelen;
- 8° de teruggave van het voertuig;
- 9° de reiniging van de rijbaan;
- 10° het vervoer van de personen en hun bagage naar een overeengekomen locatie;
- 11° het risico op wanbetaling.

Met uitzondering van het vervoer naar de plaats van het takelen en de terugkeer naar het depot of het gemeentelijke depot voor de achtergelaten voertuigen, omvat het forfaitair bedrag van een takelverrichting tot 60 minuten interventie vanaf de aankomst van het eerste voertuig ter plaatse.

Het forfaitair bedrag dat de erkende takelbedrijven moeten ontvangen, is vastgesteld op 150 euro voor een takelverrichting van maandag tot en met vrijdag tussen 7.00 en 19.00 uur, behalve op feestdagen.

Voor de verplaatsingen die het in de artikelen 5 en 6 bedoelde forfaitair bedrag overschrijden, kan een kilometertoeslag van 1 EUR per km in rekening worden gebracht. De kilometertoeslag wordt berekend op basis van een heen- en terugreis vanaf het voor de gebruiker gunstigste punt als bedoeld in de artikelen 5 en 6.

Voor interventies boven het forfaitair bedrag kan een uurtoeslag van 20 euro per begonnen kwartier worden gevraagd.

Het forfaitair bedrag voor een takelverrichting evenals de kilometer- en uurtoeslagen worden met 50 procent verhoogd voor opdrachten die tussen 19.00 en 07.00 uur beginnen, alsook op zaterdag, zondag en feestdagen. De opdracht start vanaf het moment dat een operator van het CIC of het PEREX-centrum de hulpverlener opbelt.

Een toeslag kan gevraagd worden voor de volgende elementen:

- 1° geen trekoog op het voertuig: 15 euro;
- 2° montage van een reservewiel: 25 euro;
- 3° gebruik van de kraan: 50 euro;
- 4° vergrendelde handrem, gesloten deuren: 25 euro;
- 5° geen sleutels: 25 euro;
- 6° zak met absorberend product: 15 euro per zak van 25 kg;
- 7° uitschakeling van de batterij voor hybride of elektrische voertuigen: 15 euro.

De punten 1° tot 5° zijn niet cumuleerbaar.

Een toeslag van 15 euro per dag kan worden gevraagd voor de bewaking van het voertuig boven het forfaitair bedrag, namelijk na de dag van het takelen van het voertuig. De bewakingsdagen worden berekend per periode van 24 uur en de berekening begint vanaf de dag na de aankomst aan het depot tot de dag van vertrek van het voertuig.

Wanneer de inzittenden van het getakelde voertuig niet allemaal door de takelwagen vervoerd kunnen worden, kan een forfaitaire toeslag van 50 euro in rekening worden gebracht voor het vervoer per taxi van de personen en hun bagage naar het depot van het takelbedrijf of naar een met hen overeengekomen beveiligde plaats buiten het in artikel 2 bedoelde wegennet.

2. Signalisatieverrichting

Het forfaitair bedrag voor een signalisatieverrichting omvat de volgende elementen:

- 1° de verplaatsing naar de plaats van de signalisatie en de terugreis naar het depot;
- 2° de immobilisatie ter plaatse;
- 3° de signalisatieverrichtingen;
- 4° het risico op wanbetaling.

De immobilisatie ter plaatse voor een periode langer dan 60 minuten maakt geen deel uit van het forfaitair bedrag.

Het forfaitair bedrag dat de erkende takelbedrijven moeten ontvangen, is vastgesteld op 125 euro voor een signalisatieverrichting van maandag tot en met vrijdag tussen 7.00 en 19.00 uur, behalve op feestdagen.

Het forfaitair bedrag is vastgesteld op 150 euro voor opdrachten die tussen 19.00 en 07.00 uur beginnen, alsook op zaterdag, zondag en feestdagen. De opdracht start vanaf het moment dat een operator van het CIC of het PEREX-centrum de hulpverlener opbelt.

Een uurtoeslag van 20 euro per begonnen kwartier kan gevraagd worden voor de interventies die het forfaitair bedrag overschrijden tussen 7.00 en 19.00 uur van maandag tot vrijdag, behalve op feestdagen.

Een uurtoeslag van 30 euro per begonnen kwartier kan gevraagd worden voor de interventies die het forfaitair bedrag overschrijden tussen 19.00 en 7.00 uur, alsook op zaterdag, zondag en feestdagen.

3. Het weghalen van voorwerpen

Het forfaitair bedrag voor het weghalen van voorwerpen omvat de volgende elementen:

- 1° de verplaatsing tot het weghaalpunt van voorwerpen en de terugreis naar het depot;
- 2° de immobilisatie ter plaatse;
- 3° de weghaalverrichtingen van voorwerpen;
- 4° het depot op een vooraf bepaalde plaats.

Met uitzondering van het vervoer naar het weghaalpunt van voorwerpen en de terugreis naar het depot, omvat het forfaitair bedrag voor een weghaalverrichting van voorwerpen tot 60 minuten interventie ter plaatse vanaf de aankomst van het eerste voertuig ter plaatse.

Het forfaitair bedrag dat de erkende takelbedrijven moeten ontvangen, is vastgesteld op 110 euro voor een weghaalverrichting van voorwerpen van maandag tot en met vrijdag tussen 7.00 en 19.00 uur, behalve op feestdagen.

Het forfaitair bedrag is vastgesteld op 135 euro voor de opdrachten die tussen 19.00 en 07.00 uur beginnen, alsook op zaterdag, zondag en feestdagen. De opdracht start vanaf het moment dat een operator van het CIC of het PEREX-centrum de hulpverlener opbelt.

Een uurtoeslag van 20 euro per begonnen kwartier kan gevraagd worden voor de interventies die het forfait overschrijden tussen 7.00 en 19.00 uur van maandag tot vrijdag, behalve op feestdagen.

Een uurtoeslag van 30 euro per begonnen kwartier kan gevraagd worden voor de interventies die het forfait overschrijden tussen 19.00 en 7.00 uur, alsook op zaterdag, zondag en feestdagen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 augustus 2019 tot uitvoering van artikel 3bis van het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein.

Namen, 22 augustus 2019.

Voor de Regering :
De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,
C. DI ANTONIO

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2019/42626]

17 OCTOBRE 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale accordant une subvention globale de 1 000 000,00 euros aux administrations locales bruxelloises, dans le cadre de la politique de diversité au sein de la fonction publique bruxelloise pour l'année 2019

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 21 décembre 2018 contenant le budget général des dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'année budgétaire 2019, notamment les crédits disponibles inscrits à l'allocation de base 10.005.27.07.43.21 ;

Vu l'article 3 de l'ordonnance du 4 septembre 2008 visant à assurer une politique de diversité au sein de la fonction publique bruxelloise ;

Vu l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 juillet 2012 portant exécution de l'ordonnance du 4 septembre 2008 visant à assurer une politique de diversité au sein de la fonction publique bruxelloise ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances ;

Vu l'accord du Ministre du Budget ;

Considérant qu'afin de promouvoir la diversité au sein des administrations locales, le Gouvernement a décidé d'attribuer un subside aux organismes publics qui auront engagé, au cours d'une année civile, dans des emplois contractuels au moins 10 % de demandeurs d'emploi issus des quartiers de la Région de Bruxelles-Capitale dont le taux de chômage de la population est égal ou supérieur à la moyenne régionale ;

Sur la proposition du Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux ;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles inscrits à l'allocation de base 10.005.27.07.43.21 de l'ordonnance du 21 décembre 2018 contenant le budget général des dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'exercice 2019, des subventions sont octroyées pour un montant global de 1 000 000,00 euros, aux administrations locales bruxelloises, pour l'année 2019, à condition de respecter les modalités décrites à l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 juillet 2012 portant exécution de l'ordonnance du 4 septembre 2008 visant à assurer une politique de diversité au sein de la fonction publique bruxelloise.

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2019/42626]

17 OKTOBER 2019. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot toekenning van een globale subsidie van 1 000 000,00 euro aan de Brusselse lokale besturen, in het kader van het diversiteitsbeleid in het Brusselse ambtenarenapparaat voor het jaar 2019

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 21 december 2018 houdende de algemene begroting der uitgaven van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor het begrotingsjaar 2019, meer bepaald op het beschikbaar krediet ingeschreven op de basisallocatie 10.005.27.07.43.21;

Gelet op artikel 3 van de ordonnantie van 4 september 2008 ertoe strekkende een diversiteitsbeleid te bewerkstelligen in het Brussels ambtenarenapparaat;

Gelet op artikel 1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 juli 2012 tot uitvoering van de ordonnantie van 4 september 2008 ertoe strekkende een diversiteitsbeleid te bewerkstelligen in het Brussels ambtenarenapparaat;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het akkoord van de Minister van de Begroting;

Overwegende dat de Regering, om de diversiteit bij de lokale besturen te bevorderen, beslist heeft een subsidie toe te kennen aan overheidsinstellingen die tijdens een kalenderjaar voor contractuele betrekkingen minstens 10% werkzoekenden in dienst zullen genomen hebben die afkomstig zijn uit wijken van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest waar het werkloosheidscijfer gelijk is aan of hoger ligt dan het gewestelijke gemiddelde;

Op voordracht van de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Plaatselijke Besturen;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten aangerekend op de basisallocatie 10.005.27.07.43.21 van de ordonnantie van 21 december 2018 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor het begrotingsjaar 2019, worden aan de lokale besturen subsidies toegekend voor een totaalbedrag van 1.000.000,00 euro, voor het jaar 2019, mits naleving van de bepalingen van artikel 1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 juli 2012 tot uitvoering van de ordonnantie van 4 september 2008 ertoe strekkende een diversiteitsbeleid te bewerkstelligen in het Brussels ambtenarenapparaat.